

Christophe de VOOGD

VICTOIRE POPULISTE AUX PAYS-BAS : SPÉCIFICITÉ NATIONALE OU PARADIGME EUROPÉEN ?

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE

fondapol.org

Avril 2024

FONDATION_{POUR}
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

fondapol.org

VICTOIRE POPULISTE AUX PAYS-BAS : SPÉCIFICITÉ NATIONALE OU PARADIGME EUROPÉEN ?

Christophe de VOOGD

La Fondation pour l'innovation politique
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice-Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Un think tank libéral, progressiste et européen

Née en 2004, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle contribue à un débat pluraliste et documenté.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire.

La Fondation peut dédier une partie de son activité à des enjeux qu'elle juge stratégiques. Ainsi, le groupe de travail « **Anthropotechnie** » examine et initie des travaux explorant les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « **Anthropotechnie** » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

La Fondation pour l'innovation politique est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

SOMMAIRE

INTRODUCTION : LA VICTOIRE DU PVV, UNE « SURPRISE » ?	9
La crise gouvernementale	9
Droitisation et déclin historique de la gauche	11
I. LES CAUSES IMMÉDIATES	13
Une campagne à rebondissements	13
L'impact du 7 octobre	14
II. LES DÉTERMINANTS PROFONDS	16
Immigration et intégration	16
Une écologie perçue comme punitive	18
La santé en panne	20
Crise de la gouvernance	20
Wokisme et insécurité culturelle	21
L'enjeu européen	21
La martingale du PVV	23
III. LA RÉVÉLATION DES GRANDS CLIVAGES NÉERLANDAIS	24
« Gevestigden » et « buitenstaanders » : partis établis et formations hors système	24
Transaction politique et dilemme progressiste	26
Les « <i>Somewhere</i> » et les « <i>Anywhere</i> »	27
Les 10 premières craintes des « <i>Somewhere</i> » et des « <i>Anywhere</i> »	28
IV. LE PVV : EXTRÊME-DROITE OU POPULISME ?	29
Les évolutions du PVV	29
Panorama de la droite radicale aux Pays-Bas	33
V. LES PERSPECTIVES POLITIQUES NÉERLANDAISES AU PRINTEMPS 2024	34
Des négociations difficiles	34
« Chambre introuvable » ou Chambre impossible ?	35
Le dilemme populiste	36
DE LA HAYE À BRUXELLES, QUELS ENSEIGNEMENTS POUR L'EUROPE ?	37

RÉSUMÉ

La tonalité générale des commentaires qui ont suivi les dernières élections néerlandaises du 22 novembre 2023 a été celle de la surprise devant la large victoire du parti d'extrême droite, le PVV (Partij voor de Vrijheid « Parti pour la liberté ») de Geert Wilders. Avec 23,5 % des voix et 37 sièges sur 150, il a connu un succès sans précédent dans son histoire.

Ce résultat s'explique en partie par le retrait de la vie politique des trois grands leaders de la coalition sortante, à commencer par celui de Mark Rutte, au pouvoir depuis treize ans, ainsi qu'aux aléas d'une campagne à rebondissements et au contexte tant national qu'international, marqué par la crise moyen-orientale.

Mais il traduit aussi des tendances perceptibles depuis l'entreprise populiste de Pim Fortuyn. Il confirme la droitisation de l'électorat et la désaffiliation à l'égard des partis traditionnels. Il renvoie à des évolutions sociopolitiques majeures : la crainte d'une immigration de masse dans un pays surpeuplé ; les mécomptes d'une transition écologique accélérée perçue comme punitive ; la crise de la gouvernance et de la représentation ainsi que le clivage entre les *Somewhere* et les *Anywhere*, mis en évidence par David Goodhart.

Même si la formation d'une nouvelle coalition s'avère très difficile, le centre de gravité de la politique néerlandaise s'est déplacé : ce qui, vu le poids économique et diplomatique de ce faux petit pays de 18 millions d'habitants, membre fondateur et cinquième puissance économique de l'Union, aura des conséquences importantes à Bruxelles.

Plus encore, le cas néerlandais pourrait bien illustrer les deux grands dilemmes présents partout en Europe : celui des progressistes pris entre, d'un côté immigration de masse et transition écologique et de l'autre, maintien de l'État-providence et du pouvoir d'achat des catégories modestes. Mais aussi dilemme des populistes dont l'agenda souverainiste est mis au défi par l'attachement des Européens aux grands acquis de l'Union et par les conséquences de la politique agressive de Moscou.



La Salle des Chevaliers à La Haye,
au cœur du Parlement néerlandais

VICTOIRE POPULISTE AUX PAYS-BAS : SPÉCIFICITÉ NATIONALE OU PARADIGME EUROPÉEN ?*

Christophe de VOOGD**

Professeur affilié et chercheur associé au Centre d'Histoire de Sciences Po,
Président du Conseil scientifique et d'évaluation de la Fondation pour l'innovation politique.

INTRODUCTION : LA VICTOIRE DU PVV, UNE « SURPRISE » ?

La tonalité générale des commentaires qui ont suivi, tant aux Pays-Bas qu'à l'étranger, les dernières élections néerlandaises du 22 novembre 2023 a été celle de la « surprise » devant la large victoire du parti d'extrême droite, le PVV de Geert Wilders. Avec 23,5 % des voix et 37 sièges dans un mode de scrutin intégralement proportionnel, cette formation, créée en 2006, a connu un succès sans précédent dans son histoire et a plus que doublé son résultat par rapport aux élections précédentes de 2021.

La crise gouvernementale

Ces élections générales anticipées sont la conséquence directe de la crise gouvernementale survenue à l'été 2023, mais qui couvait déjà depuis de longs mois autour d'un projet gouvernemental de réduction du regroupement familial lié au droit d'asile. Confronté à l'opposition persistante du plus petit parti (la CHU, Union chrétienne historique) de la coalition au pouvoir depuis 2017 et reconduite – non sans longues négociations et rééquilibrage – après les élections de 2021, le Premier ministre libéral Mark Rutte a pris acte de l'échec des négociations le 7 juillet et remis la démission de son gouvernement, provoquant la tenue anticipée des élections. Il annonçait peu après sa décision de ne pas

*Le choix du mot « populiste » pour définir le PVV de Geert Wilders est justifié plus bas, pp. 29-34 : « Le PVV : extrême droite ou populisme ».

**Pour Yoeri Albrecht

prendre la tête de la liste de son parti, le VVD (Parti populaire pour la liberté et la démocratie) et de quitter la vie politique nationale. Plusieurs mois plus tard, les spéculations vont encore bon train sur ses motivations, vu l'aspect apparemment mineur de la réforme envisagée. Son retrait ne renvoyait-il pas à l'impossibilité de fond d'accorder les partenaires de la coalition sur le sujet si sensible de l'immigration ? À son réalisme politique devant l'impopularité croissante du cabinet, désavouée par près de 60 % des Néerlandais au printemps 2023 ? À l'usure du pouvoir après treize années comme Ministre-Président (c'est le titre officiel du Premier ministre aux Pays-Bas) – un record de longévité à ce poste dans toute l'histoire nationale – et ce, à travers vents et marées : crise migratoire de 2015, pandémie de 2020-2021¹, guerre en Ukraine depuis février 2022 et révolte agricole à rebonds depuis 2019 ? Le recours à des coalitions éclectiques a donné la mesure de son pragmatisme et de son habileté manœuvrière, depuis un premier cabinet avec les chrétiens-démocrates (2010-2012) marqué à droite et soutenu par le PVV, jusqu'à ce quatrième et dernier (« Rutte IV ») tombé à l'été 2023, dominé par l'agenda progressiste de D66 (« Démocrates de 1966 ») ; mais Mark Rutte avait clairement épuisé à cette date toutes les combinaisons possibles. A moins que n'ait pesé dans sa décision la concurrence d'un agenda personnel : son souhait de remplacer Jens Stoltenberg comme Secrétaire général de l'Otan lors du prochain sommet de juillet 2024, ce qui imposait une démission précoce vu la lenteur habituelle de la formation des coalitions aux Pays-Bas, période pendant laquelle le gouvernement sortant doit gérer les affaires courantes.

Quoi qu'il en soit, ce retrait était concomitant de ceux de ses principaux partenaires gouvernementaux : le leader des chrétiens-démocrates du CDA (Christen Democratisch Appèl), Wopke Hoekstra et surtout Sigrid Kaag cheffe de D66, ancienne haut-fonctionnaire de l'Onu, épouse d'un ancien conseiller de Yasser Arafat, très engagée sur les thèmes internationaux et sociétaux. Ces trois départs étaient de mauvais présages pour leurs partis respectifs dont ils étaient les leaders incontestés, même s'ils suscitaient un éloignement croissant pour le premier et une franche hostilité pour les deux autres dans la majorité de l'électorat.

Le recul du VVD, de D66 et du CDA lors des élections à venir était donc probable. De même, la cause de la crise gouvernementale annonçait l'importance du thème migratoire dans l'agenda électoral. Enfin et surtout, si l'ordre d'arrivée final des grandes formations est resté longtemps incertain, deux tendances étaient perceptibles dès avant le scrutin : tout d'abord la montée en puissance accélérée du PVV, qui rivalisait en fin de campagne avec les libéraux comme avec la liste d'union de la gauche

1. Sur la gestion de la pandémie aux Pays-Bas, voir Christophe de Voogd, « Pays-Bas : le pari du confinement intelligent » dans *Les États face au coronavirus*, Institut Montaigne, mai 2020.

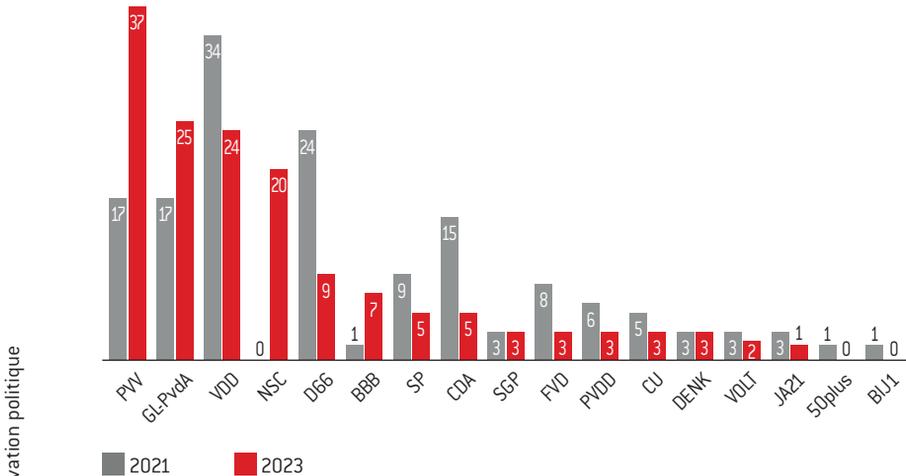
entre écologistes de Groenlinks (la gauche verte) et sociaux-démocrates du PvdA (Parti du travail) : trio suivi par le nouveau parti de centre droit, le NSC (Nouveau Contrat social) de Pieter Omtzigt, l'homme qui monte dans l'opinion depuis quelques années, parlementaire très expérimenté et ancien du CDA. Enfin et surtout, tous les sondages montraient la nette droitisation de l'électorat, dont les intentions de vote allaient au moins à 60 % aux partis de droite, toutes tendances confondues. Dans ces conditions, l'espoir d'une victoire de la liste GL/PvdA relevait du vœu pieux, car, même si par l'effet du mode de scrutin et l'extrême dispersion de l'offre électorale (20 formations concouraient) ce parti pouvait arriver en tête au soir du 22 novembre, il était hors d'état de constituer une coalition de gauche, annoncée autour de 35 % des voix, centre-gauche compris.

Droitisation et déclin historique de la gauche

Si surprise il y a eu, elle réside davantage dans l'ampleur du succès du PVV distançant de loin l'ensemble de ses rivaux ; la liste GL-PvdA est arrivée deuxième avec 25 députés, talonnée par celle du VVD réduite à 24 députés, elle-même suivie par le NSC avec 20 sièges. Le PVV a donc accentué dans les urnes son essor des semaines précédentes, selon un phénomène électoral bien connu des politologues : une cristallisation tardive, mais d'autant plus forte, du vote. La droite dans son ensemble a confirmé le succès annoncé dans les sondages avec 2/3 des votes et des sièges (100 sur 150), mais au prix d'un profond rééquilibrage en faveur des formations non traditionnelles et au détriment des grands partis de gouvernement. Le reste de l'électorat de droite s'est dispersé entre de petites formations : le BBB (Mouvement Paysan-Citoyen), lui aussi nouveau venu dans la vie politique nationale, issu de la colère paysanne des dernières années et grand vainqueur des élections provinciales du printemps 2023 ; le parti protestant orthodoxe SGP ; les reliquats du parti longtemps phare de la politique néerlandaise, le CDA, et ceux du FvD (Forum pour la démocratie) de Thierry Baudet qui tente de déborder le PVV sur sa droite depuis sa fondation en 2016 ; enfin une scission du FvD, JA21. Quant à la gauche, elle a connu une défaite encore plus nette que celle annoncée dans les sondages, malgré un effet de vote utile expliquant le score correct de la liste d'union GL-PvdA ; mais de ce fait, ce vote a asséché le vivier des autres formations, comme le très pro-européen VOLT, et surtout D66, qui a perdu près des deux tiers de ses voix et de ses députés. Au total, la gauche néerlandaise représente moins de 30 % des voix et des sièges (45) et poursuit ainsi un déclin entamé il y a une vingtaine d'années : son parti central, le PvdA n'a plus dirigé le pays depuis 2002, jouant les seconds rôles dans des coalitions dominées par le centre droit. Le reste des voix est allé à des petits partis apparus au

cours de ces vingt dernières années et exploitant une niche électorale : les communautés turque et marocaine pour DENK et la cause animale pour le PvdD (Parti des animaux).

Répartition des sièges à la Chambre des Représentants Résultat : nombre de sièges



Source : Nederlandse Omroep Stichting – NOS Uitslagen Tweede Kamer 2023 [en ligne]

Ces résultats, où il faut naturellement faire la part du contexte précis du scrutin, renvoient donc à des mouvements tectoniques profonds qui affectent la vie politique néerlandaise depuis le début du siècle et notamment à « la tentation populiste » commencée avec l’entreprise politique de Pim Fortuyn en 2000-2002. Une première leçon du scrutin du 22 novembre est d’ores et déjà assurée : l’idée d’un retour à la normale après une simple parenthèse populiste ne tient décidément pas face à l’évolution politique du pays sur le moyen terme².

2. Christophe de Voogd, *Pays-Bas : la tentation populiste*, Fondation pour l’innovation politique, 2010. Et pour une perspective de long terme, Christophe de Voogd, *Histoire des Pays-Bas des origines à nos jours*, Fayard, 2003.

I. LES CAUSES IMMÉDIATES

Une campagne à rebondissements

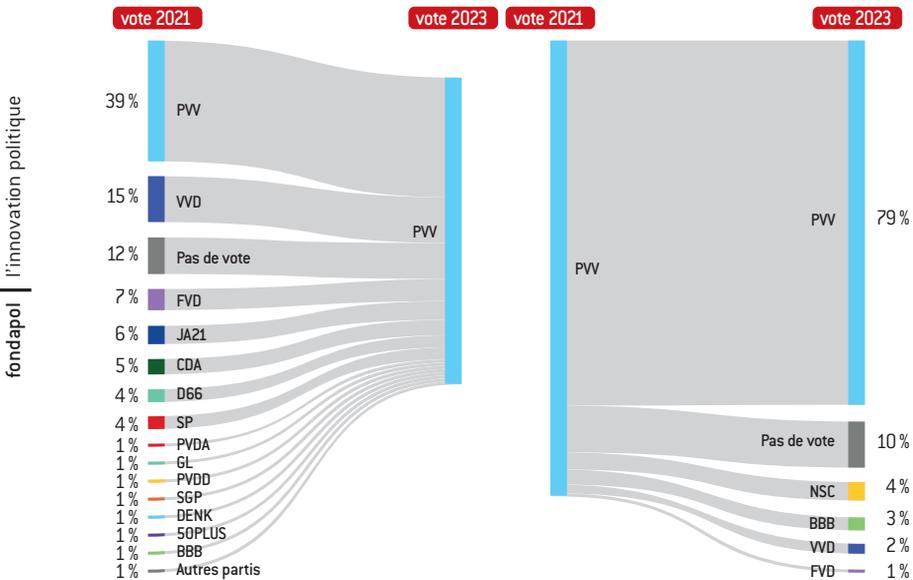
Sans doute, les aléas de la campagne ont-ils contribué à l'ample victoire de Geert Wilders. Il faut toutefois écarter d'emblée la fausse piste de la « complaisance » du VVD à son égard, thème souvent entendu dans les commentaires à la suite de l'ouverture faite au mois d'août par la nouvelle tête de liste des libéraux, Dilan Yesilgöz, qui avait alors envisagé une collaboration avec le PVV. Or, le décollage de ce dernier s'est produit seulement à partir de la mi-septembre pour s'accélérer brutalement à la mi-novembre : 20 sièges le 14 et 28 le 21. Voilà qui invite à regarder de près les dernières semaines de la campagne. Or, au début novembre, la leader libérale était revenue sur sa déclaration du mois d'août et avait exclu de gouverner avec Wilders comme Premier ministre, position répétée le 21. Le lendemain, le PVV atteignait 37 sièges dans les urnes. Autrement dit, au vu de la chronologie, son envolée finale s'expliquerait plutôt par cette dernière position *négative* du VVD : phénomène confirmé par les importants transferts de voix de ce parti vers le PVV lors du scrutin, renvoyant à l'inclination de la majorité de son électorat en faveur d'une coalition clairement à droite après les déboires du cabinet Rutte IV.

D'autres faits de campagne ont été aussi décisifs. Geert Wilders a fait preuve d'une grande habileté en laissant de côté les propositions très radicales contre l'islam de son programme et en se concentrant sur la lutte contre l'immigration et de généreuses promesses sociales : suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, baisse des taxes sur les carburants, augmentation des aides au logement, abolition de la franchise médicale. Il a su aussi tirer parti de sa longue expérience politique : d'abord assistant parlementaire, puis député depuis 2003, il connaît parfaitement les rouages du pouvoir et notamment son cœur véritable, la Deuxième Chambre, tout comme les contradictions internes du parti dominant, le VVD, où il a commencé sa carrière sous l'égide de Frits Bolkenstein. Il avait de plus à son compte de nombreuses campagnes qui lui ont montré l'impasse des positions maximalistes, et il a su exploiter l'irrésolution de ses rivaux. On l'a vu pour la valse-hésitation de Dilan Yesilgöz sur la question de la participation à un éventuel cabinet Wilders ; il en est de même pour celui que les sondages ont longtemps annoncé comme le futur vainqueur, Pieter Omtzigt : le chef du NSC n'a jamais été clair sur sa volonté d'assumer la direction du pays, après avoir longtemps hésité à créer sa propre formation. De même, la leader du BBB, Caroline van der Plas, après son triomphe aux élections provinciales du printemps 2023, a sabordé ses propres chances en déclinant toute ambition pour le poste

de Premier ministre, et ouvert ainsi la voie à un transfert massif de son électorat vers le NSC, proche idéologiquement et sociologiquement, mais aussi vers le PVV qui s'est porté en tête du combat contre « l'écologie punitive » ; enfin, très bon débatteur, Wilders a remporté son match contre Frans Timmermans, la tête de liste GL-PvdA en le mettant en défaut sur son programme social et sur sa « déconnexion » avec le peuple. L'unité de la gauche a été aussi ébranlée par les désaccords publics entre socialistes – traditionnellement pro-israéliens – et écologistes – davantage pro-palestiniens – sur le soutien à Israël après le massacre du 7 octobre.

Transferts de voix : provenance des électeurs qui ont voté PVV en 2023 selon leur vote en 2021

Vote en 2023 des électeurs qui ont voté PVV en 2021



Source : Nederlandse Omroep Stichting – NOS Uitslagen Tweede Kamer 2023 [en ligne].

L'impact du 7 octobre

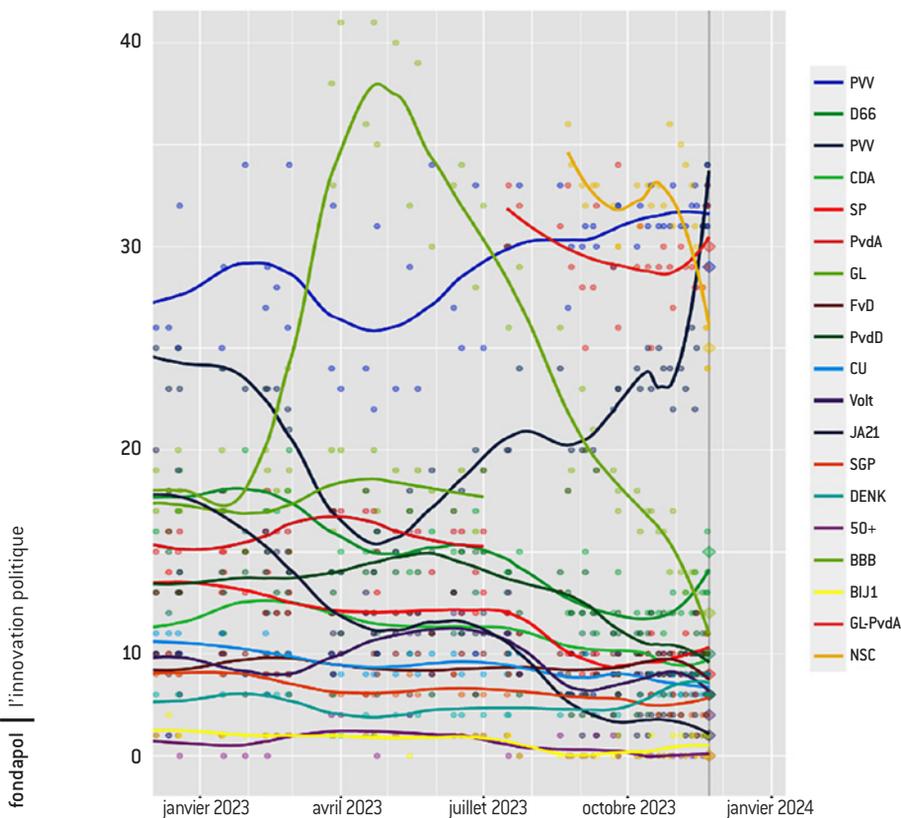
Les répercussions de la crise moyen-orientale aux Pays-Bas mériteraient au demeurant une étude précise, notamment quant aux effets exacts dans l'opinion des manifestations en faveur de la Palestine qui se sont multipliées dans les grandes villes à partir de novembre. Des slogans pro-Hamas, voire franchement antisémites, y ont été entendus, incidents

qui ne pouvaient que choquer la majorité silencieuse dans le pays d'Anne Frank et d'Etty Hillesum, où la quasi-totalité de la communauté juive a été anéantie durant la guerre. De même, y compris dans la jeunesse militante, la confusion entre la cause palestinienne et le combat écologiste a été mal perçue, notamment avec la venue de Greta Thunberg portant un keffieh palestinien lors d'une mobilisation pour le climat à Amsterdam, le 12 novembre. Y aurait-il une corrélation entre ces événements et l'accélération concomitante de la montée du PVV ? L'Institut Clingendael, spécialisé dans les relations internationales, souligne en tout état de cause l'apparition, parmi les craintes de l'opinion, de l'escalade du conflit moyen-oriental et de la montée du radicalisme religieux et de l'antisémitisme. La dernière édition de son étude annuelle de l'opinion néerlandaise sur l'impact des enjeux internationaux, réalisée juste après les élections, s'intitule ainsi significativement : « Du choc de la Russie au choc du Hamas »³.

Enfin, dernière concomitance : les élections se sont déroulées alors qu'un projet de loi important et très controversé était en discussion devant le Parlement : la *spreidingswet*, organisant la répartition, imposée aux communes si nécessaire, des demandeurs d'asile sur l'ensemble du territoire national, déjà adoptée par la Deuxième Chambre, était à l'agenda de la Première. Un élément de plus pour que l'immigration soit au cœur des enjeux électoraux, favorisant encore le vote PVV au-delà de l'électorat traditionnel du parti.

3. Clingendael Instituut, *Tussen hoop en vrees. Van Ruslandschok naar Hamasschok* (« Entre espoir et peur. Du choc de la Russie au choc du Hamas ») - *De verzuchting naar eigentijdse gemeenschapsafbakening* [en ligne].

Sondages pré-électoraux : croisements des courbes et envolée du PVV en fin de campagne



Source : Moyenne des sondages Ipsos et I&O Research de janvier à fin novembre 2023.

II. LES DÉTERMINANTS PROFONDS

Immigration et intégration

De fait, et malgré une tendance à la minimisation chez certains observateurs, l'immigration et l'intégration constituent la troisième préoccupation des Néerlandais, juste derrière la gouvernance et le pouvoir d'achat. Et l'opinion très majoritaire (64 %) est pour des « frontières strictes » (*strikte grenzen*)⁴ face à des flux migratoires qui sont en forte hausse ces

4. *Demos* 39, n°9 [en ligne].

dernières années, notamment sous l'effet de l'accueil de nombreux réfugiés ukrainiens et de la forte reprise des arrivées extra-européennes après la crise de la Covid. Le contexte des dernières élections était donc fort différent de celui de 2021, où le PVV avait reculé par rapport à 2017, de même qu'inversement la crise migratoire de 2015-2016 avait expliqué son succès d'alors (24 sièges). C'est donc logiquement la question de l'asile qui est la plus brûlante, le pays ayant connu en 2022 une vague sans précédent depuis 2015 : plus de 49 000 nouveaux demandeurs (à titre individuel ou familial)⁵. Mais, au-delà, c'est bien l'immigration dans son ensemble qui semble hors de contrôle avec plus de 400 000 entrées en 2022, en hausse de 61 % par rapport à l'année précédente, record historique absolu et, proportionnellement à la population, sans équivalent en Europe, comme l'est l'excédent migratoire de plus de 223 000 personnes⁶ : un excédent redevenu structurel depuis les années 2010, alors que le pays était parvenu à maîtriser les flux au cours de la décennie précédente, connaissant même certaines années un solde migratoire négatif. Or, la sensibilité de la population néerlandaise est particulièrement vive sur ce sujet en raison de l'extrême densité du pays, l'une des plus fortes du monde (450 habitants/km²), qui rend très consensuelle l'idée que les « Pays-Bas sont pleins » (*Nederland is vol*).

Et face à la crise migratoire en cours, l'offre politique pour les dernières élections était clairement clivée : les anciens et nouveaux partis de droite ont opté pour une politique plus restrictive, le VVD lui-même rompant avec sa ligne antérieure, conformément au vœu majoritaire de son électorat et à la position de Dilan Yesilgöz, très sensible par son histoire personnelle (elle est née en Turquie) et ses fonctions de ministre de la Justice à l'enjeu de l'intégration. Quant au PVV, c'était là son ADN même – en particulier la lutte contre l'immigration musulmane – depuis sa naissance à la suite de la rupture de Wilders avec les libéraux en 2003 précisément sur ce sujet. C'est d'ailleurs sans surprise que l'immigration apparaît comme la première motivation (80 %) du vote PVV, comme la seconde du vote VVD.

Il paraît donc difficile de ne pas rapprocher la nette victoire globale de la droite, et d'abord celle de Wilders, de ses positions sur l'immigration. Tout comme il paraît probable que celles de la gauche en la matière lui aient coûté cher : aucun parti de gauche – sauf dans une certaine mesure le petit SP (parti socialiste) de la gauche souverainiste – n'a en effet proposé de restreindre les flux migratoires et le droit d'asile, proposant même

5. Ce sont les personnes dites *nareizigers* car venues rejoindre à titre familial les demandeurs d'asile, dont le gouvernement Rutte voulait limiter le nombre croissant.

6. Ces chiffres doivent être multipliés par 3,5 pour une comparaison avec la France et par 4 pour une comparaison avec l'Allemagne. Le solde migratoire est revenu à 141 895 en 2023 mais demeure le deuxième plus haut de l'histoire après 2022, tandis que les demandes d'asile restent quasiment constantes [chiffres CBS : Centraal Bureau voor de Statistiek] [en ligne].

d'assurer aux migrants illégaux des « routes sûres » (*veilige routes*) et une assistance juridique renforcée. La coalition GL-PvdA est allée jusqu'à vouloir « inviter activement » certaines minorités persécutées ailleurs comme les LGBT. D66 et la CHU, qui s'étaient opposés, on l'a vu, au VVD sur la question du droit d'asile, l'ont visiblement payé cher dans les urnes. Si un autre indicateur était nécessaire de l'importance de ce thème dans l'opinion, sinon dans les médias, les priorités assignées à un nouveau cabinet par l'ensemble de l'électorat montrent l'immigration et l'asile en 3^e position (34 %) juste derrière le logement (39 %) et l'inflation (36 %) et devant la santé (31 %). Force est de constater que le thème n° 1 de la liste écolo-socialiste, l'écologie arrive loin derrière (20 %), montrant que la gauche est passée à côté de l'élection.

L'étude déjà mentionnée de l'Institut Clingendael confirme les enseignements des sondages électoraux. Il apparaît ainsi que les *items* liés à l'immigration sont bel et bien dominants dans la perception de l'impact aux Pays-Bas du contexte international : 4 des 5 principales craintes des Néerlandais sont liés à cette problématique ; inversement, le défi climatique est non seulement très loin dans la liste, passant de la 3^e position à la 40^e en 4 ans, mais il est désormais perçu par l'opinion de façon très différente de sa formulation par l'écologie politique : non plus « la lutte » contre le réchauffement climatique mais « l'adaptation » à celui-ci⁷.

Une écologie perçue comme punitive

Il faut sans doute mettre cette évolution, à la fois quantitative et qualitative des perceptions de l'enjeu écologique, en relation avec le fait qu'il a joué un rôle au total négatif dans les élections. La politique menée en son nom suscite en effet de profonds clivages, beaucoup lui imputant les deux graves crises que traverse le pays : celle de l'agriculture et celle du logement. Ces deux secteurs subissent en effet de plein fouet les fortes mesures des deux derniers cabinets Rutte et notamment de l'ambitieux « Accord sur le climat » (*Klimaatakkoord*) conclu par la coalition en 2019, d'où ont découlé plusieurs politiques sectorielles, parmi lesquelles la loi contre la pollution à l'azote (*Stikstofwet*) en 2021.

La durable et forte colère exprimée dans le monde agricole, qui a commencé en 2019, en est la conséquence directe. Face aux plans du gouvernement, durcis au fil des ans par la jurisprudence du Conseil d'État et la surenchère de D66, l'impact sur l'agriculture et notamment sur l'élevage est considérable : diminution de moitié des émissions (et de 70 % près des zones Natura 2000) d'ici 2030 et disparition forcée de

7. *Tussen hoop en vrees, op. cit.*, pp. 20-21.

près de 3 000 fermes. La réponse a été le blocage périodique des grandes autoroutes du pays, émaillé de nombreux incidents. Cette colère renvoie en dernière instance au changement radical de paradigme agricole imposé d'en haut (Bruxelles et La Haye), avec le passage accéléré d'une agro-industrie à une agro-écologie. Il faut rappeler ici que ce faux petit pays, est le deuxième exportateur agricole mondial malgré sa très modeste superficie (41 850 km²). Il doit ce succès à la PAC, dont il est le grand bénéficiaire historique et au long soutien à la modernisation agricole par le gouvernement, les banques – dont la puissante Rabobank – et l'opinion : tous souhaitent une alimentation abondante et bon marché pour nourrir des citoyens de plus en plus nombreux dans le pays le plus dense d'Europe. C'est pourquoi les agriculteurs se sentent « trahis » et « abandonnés », mots qui hantent le vocabulaire de la protestation. Symbole parlant de leur révolte, le drapeau national rouge-blanc-bleu a vu ses couleurs inversées dans les campagnes pour déplorer un « pays qui marche sur la tête » et l'alerter avec ce « pavillon de détresse »⁸.

Le thème de l'écologie punitive est aussi associé à la grave crise du logement, à la suite de mesures là encore radicales des cabinets Rutte. D'une part, parce que les mesures de lutte contre l'azote concernent aussi ce secteur, entraînant l'arrêt brutal de nombreux chantiers et la paralysie de l'offre à proximité des zones Natura 2000, dont beaucoup se situent près des centres urbains. De plus, dans un pays marqué par l'hégémonie historique du gaz, longtemps produit massivement dans la région de Groningue, sa proscription immédiate pour les nouvelles constructions, l'interdiction de vente des chaudières à gaz dès 2026, le remplacement de cette source d'énergie pour 1,5 million de logements d'ici 2030, enfin sa disparition totale programmée pour 2050 ont déstabilisé tout le secteur, confronté à la hausse induite des coûts de construction : ceux-ci ont même propulsé dans les communes pauvres et les régions périphériques les prix de revient au-delà des prix du marché immobilier, provoquant l'éviction de l'offre de logements neufs. Des effets analogues se font sentir dans le secteur locatif, y compris le logement social, où les nouvelles normes écologiques accélèrent la hausse des prix dans un contexte déjà tendu par le retour de l'inflation et la forte demande des ménages, notamment les plus modestes.

Dans le même temps, cette politique fait peser une surcharge sur le réseau électrique au bord de la rupture dans la majeure partie du pays et le confronte au dilemme désormais bien identifié de la transition énergétique : comment faire face à la demande accrue d'électricité entraînée par le déclin programmé des énergies fossiles, alors que cette électricité est encore largement produite par ces mêmes énergies et que les renouvelables sont

8. Cette inversion des couleurs nationales annonce celle des pancartes communales lors de la crise agricole française de 2023-2024. Le message est le même.

encore peu productives et resteront toujours discontinues ? C'est ainsi que 40 % de l'électricité néerlandaise est toujours produite par des centrales au gaz et que le pays figure dans le peloton de tête européen des émissions de GES. La confusion souvent entretenue dans le débat public entre l'électricité (énergie secondaire) et le choix des ressources utilisées pour la produire (énergie primaire) aboutit aux Pays-Bas comme ailleurs à bien des mécomptes.

La santé en panne

Un autre sujet de préoccupation majeure des Néerlandais est la santé, serpent de mer des politiques publiques néerlandaises depuis des décennies, que les fortes économies budgétaires appliquées depuis 20 ans par les coalitions de centre-droit ont rétablie financièrement, mais au prix de rudes sacrifices pour la population : transfert aux assurances privées d'une large part de la couverture maladie et instauration d'une franchise médicale (*eigen risico*) élevée et uniforme (385 euros pour tous aujourd'hui). De plus, cette « responsabilisation » de la demande n'a pas eu pour contrepartie la libération de l'offre hospitalière, encadrée par une lourde bureaucratie au nom de la rationalisation du management, tandis que le parcours de soins en ville reste très contrôlé : le résultat est le retour de listes d'attente interminables pour les consultations et examens spécialisés.

Crise de la gouvernance

Aussi variés soient tous ces enjeux, ils sont corrélés dans l'esprit de nombreux Néerlandais au thème de la mal-gouvernance, attestant d'un divorce croissant entre le peuple et ses dirigeants qui peut surprendre dans un pays traditionnellement confiant dans ses institutions ; mais ce divorce se retrouve au moment des grandes crises politiques dans une histoire longue moins consensuelle qu'on ne le croit. C'est ce thème qui, après celle de Pim Fortuyn il y a vingt ans, a fait la fortune politique de Pieter Omtzigt, grand dénonciateur des errements de la gestion publique : c'est lui qui a notamment fait éclater le scandale des allocations familiales (*kindertoelagenaffaire*) : l'administration, prétextant des versements indus, avait réclamé sans ménagement des remboursements substantiels assortis de pénalités à des dizaines de milliers de bénéficiaires, dont beaucoup de familles immigrées. Le cabinet Rutte III a payé le scandale de sa chute en 2021. Au-delà de cette affaire, le thème protestataire d'une gouvernance hors-sol, bureaucratisée à l'extrême, aussi bien en matière d'immigration et d'écologie que de santé, est devenue très populaire dans le pays : il explique la défiance répandue à l'égard du « petit monde politique

de La Haye » devenu un syntagme imposé par les populistes dans le débat public (*politiek Den Haag*).

Wokisme et insécurité culturelle

Le PVV a su aussi mobiliser – quoique là encore les enquêtes précises manquent – l'inquiétude identitaire des Néerlandais face aux excès du wokisme, omniprésent dans le monde culturel et universitaire et très influent dans les cercles dirigeants, bien au-delà des partis de gauche. Le débat s'est cristallisé autour de grands lieux de mémoire néerlandais comme le Siècle d'or (« *Gouden Eeuw* ») de Spinoza et de Rembrandt, réduit désormais à un temps d'esclavage et de colonialisme, dont la glorieuse appellation a disparu de plusieurs musées et dont les chefs-d'œuvre sont désormais accompagnés de cartels de « contextualisation »⁹. Le Premier ministre et le Roi lui-même ont présenté des excuses au nom de la nation et de la famille royale pour ce passé désormais perçu comme sombre. De même, la Saint-Nicolas, fête populaire centrale du folklore national se voit attaquée pour racisme et *black face*, en raison de la figure du « Pierrot noir » (*Zwarte Piet*), valet (ou esclave ?) de cet évêque légendaire. Là encore, Geert Wilders a mis en avant la défense des traditions et le refus de la repentance mémorielle au nom de « la conservation de notre culture », thème clef de son programme, rencontrant un écho certain dans la population : si l'opinion a évolué sur l'opportunité des « excuses » pour l'esclavage et la colonisation, leurs partisans (surtout la jeune génération et les communautés concernées) restent minoritaires, et encore davantage pour l'instauration d'un jour férié ou l'indemnisation des descendants d'esclaves. Quant à la Saint-Nicolas, elle reste sacrée aux yeux de 89 % des répondants¹⁰.

L'enjeu européen

Cette priorité nationale, affichée par le slogan de campagne du PVV « Les Néerlandais à nouveau en premier » (*Nederlanders weer op 1!*)¹¹, joue évidemment contre l'Europe. Son programme est sans ambiguïté sur son intention, non seulement de refuser tout nouvel approfondissement ou élargissement mais de quitter bel et bien l'Union par un *Nexit* soumis à referendum. Il faut dire que les réponses de la population néerlandaise, toujours très europhiles sur les grands principes qui sont au cœur des

9. Sur l'évolution de l'historiographie et la guerre de mémoires en cours sur le Siècle d'or, voir « Le siècle de Spinoza », *L'Histoire*, collections 87, avril-juin 2020.

10. 'Zwarte Piet niet racistisch en moet blijven', Eenvandaag, 22 octobre 2013 [en ligne]

11. Le slogan est à dessein ambigu et peut signifier aussi bien « les Néerlandais d'abord » que « les Néerlandais au premier rang ».

enquêtes de l'Eurobaromètre, sont moins allantes sur des enjeux précis et dans les enquêtes purement nationales¹² : elles permettent d'expliquer les votes négatifs sur le traité établissant une constitution pour l'Europe en 2004 et sur l'accord d'association avec l'Ukraine en 2016. De même, comme partout en Occident, le soutien à ce pays, parmi les plus forts au début, s'érode au fil de la guerre : si l'engagement très appuyé en faveur de Kyiv du gouvernement Rutte (concrétisé par une prochaine livraison de F16 et la signature d'un accord de sécurité pour 10 ans) est encore très majoritairement approuvé par l'opinion, la cause de l'Ukraine perd du terrain : 57 % des Néerlandais croient vraisemblable une victoire de la Russie, 30 % considèrent les sanctions comme inefficaces et 60 % voient dans la reconstruction de l'Ukraine une charge plutôt qu'une opportunité, même si une courte majorité estime qu'il faut y contribuer. Signe des temps, la crainte d'une victoire russe en Ukraine n'est plus qu'au 17^e rang des préoccupations internationales de l'opinion¹³.

Cette question majeure, où le rôle de l'Europe est décisif, a mis au cœur de l'agenda électoral la question de la relation avec Bruxelles. D'autant que sur les autres sujets de préoccupation des Néerlandais, l'Union est aussi perçue comme très pro-active et, pour beaucoup, intrusive : ainsi de la question de l'asile et de l'immigration dont la gestion est de plus en plus communautaire, de la politique agricole avec le plan *Farm to Fork*, et de la politique écologique avec le *Green Deal*. Cette dimension européenne a trouvé une incarnation directe dans la campagne électorale en la personne de Frans Timmermans, qui avait quitté la vice-présidence de la Commission européenne pour prendre la tête de la liste écolo-socialiste : or, il avait été le maître d'œuvre du *Green Deal* à Bruxelles. Dans ces conditions, l'on comprend que les élections aient été aussi un référendum sur l'Europe, Timmermans attirant à lui les voix des europhiles convaincus mais servant aussi de repoussoir aux eurosceptiques, y compris de gauche. Présenté par ses adversaires comme le symbole tout à la fois de l'écologie punitive, du laxisme migratoire et de la gouvernance bureaucratique, il n'a pas provoqué le choc d'adhésion espéré de sa notoriété internationale : c'est ainsi que, de toutes les têtes de liste, il a réalisé le plus mauvais score personnel en termes de voix préférentielles (*voorkeurstemmen*).

12. C'est ainsi que l'Eurobaromètre donne toujours des réponses bien plus positives que les enquêtes politiques nationales sur l'adhésion à l'Union économique et monétaire. Cette divergence, qui porte sur de nombreux autres sujets, avait déjà été relevée dans la note sur *La tentation populiste* de 2011. De plus, les réponses sont très différentes quand il s'agit des principes ou des politiques concrètes : il est ainsi frappant que 50 % des Néerlandais se disent favorables à l'asile mais en même temps 62 % demandent une politique plus stricte en la matière (Ipsos, juillet 2023) ; et s'ils plébiscitent une politique d'immigration européenne commune, ils la veulent très restrictive. De même, fait bien connu des sondeurs, les réponses à des questions simples sont très différentes de celles soumises à un arbitrage : l'approbation massive de l'indépendance énergétique de l'Europe (Eurobaromètre, automne 2023) recule fortement si elle est couplée à la hausse induite des prix de l'énergie (Eupinions, Bertelsmannstiftung, 2023).

13. Eupinions, Bertelsmannstiftung, 2023 et *Tussen Hoop en vrees*, Institut Clingendael, 2024.

La martingale du PVV

Inversement, le PVV a su fixer – ou récupérer – les grands thèmes de l'agenda électoral. Il a damé le pion au NSC sur le sujet transversal de la gouvernance, comme il l'a fait au BBB sur l'écologie punitive. De même, il a su relier de nombreuses préoccupations autour de la question migratoire : n'avait-il pas dans son programme articulé explicitement les enjeux de la santé, du logement, de la sécurité et de l'identité culturelle du pays avec son principal cheval de bataille électoral ? C'est ainsi qu'on peut lire dans ce programme :

« Les immigrants non occidentaux sont en moyenne trois fois plus susceptibles d'être impliqués dans un crime que les Néerlandais d'origine. Les Marocains 5 fois plus même et les Somaliens 6 fois plus. Des chiffres qui ne mentent pas. Notre État-providence subit une forte pression de la part des immigrants non occidentaux qui bénéficient en masse de nos avantages sociaux et autres facilités. Plus de la moitié des bénéficiaires de l'aide sociale dans notre pays sont désormais des immigrants non occidentaux. Mais notre système éducatif et notre système de santé ne peuvent plus faire face à l'afflux continu d'étrangers supplémentaires. L'afflux de demandeurs d'asile est également insupportable. Chaque année, cela coûte 24 milliards d'euros au contribuable néerlandais.

Il est absurde que la politique néerlandaise considère de plus en plus les demandeurs d'asile et autres immigrants comme plus importants que le bien-être et la prospérité des Néerlandais.

Les demandeurs d'asile bénéficient de délicieux buffets gratuits sur des bateaux de croisière de luxe, tandis que les familles néerlandaises doivent se restreindre sur leurs courses. Les soins de santé, devenus inabordable pour de nombreux Néerlandais, sont fournis gratuitement aux demandeurs d'asile. Et en chouchoutant les immigrés illégaux, les Néerlandais doivent même payer pour des personnes qui ne sont même pas autorisées à venir ici. Il est absurde que les titulaires de titres de séjour bénéficient - souvent en priorité - de nos biens locatifs, tandis que de nombreux Néerlandais doivent rester plus longtemps sur la liste d'attente. Le PVV choisit bel et bien les Pays-Bas et met fin à la discrimination à l'égard des Néerlandais »¹⁴.

Sans doute, le thème de la sécurité est-il moins mobilisateur qu'il y a vingt ans. Le pays se situe désormais bien au-dessous du taux de criminalité moyen en Europe qu'il avait longtemps allègrement dépassé. Il n'en reste pas moins que le discours populiste est conforté par les statistiques par origine existant aux Pays-Bas, qui confirment la surdélinquance des immigrés extra-européens, de 3 à 6 fois supérieure à celle des personnes sans passé

14. Voir le Programme électoral du PVV [en ligne].

migratoire¹⁵. Par ailleurs le pays est victime de la grande criminalité liée au narcotraffic dont il est une des principales plaques tournantes internationales au grand dam de ses voisins. Le récent procès de Ridouan Taghi, l'un des chefs de ce trafic, a montré des pratiques meurtrières allant jusqu'à des assassinats commandités depuis sa prison. A quoi s'ajoutent les menaces de mort émises par cette mafia à l'encontre des juges, des hommes politiques (dont la ministre de la Justice) et même de la famille royale. Or l'origine marocaine de ce réseau qui lui a valu le nom de *Mokromafia* a facilité l'amalgame populiste avec le thème de l'immigration dans un pays où les Marocains sont la deuxième communauté d'origine étrangère. Enfin, l'enjeu se mêle à la menace de l'islamisme dans un pays qui n'a pas oublié l'assassinat du cinéaste Theo van Gogh en 2004 et où les positions radicales de Geert Wilders sur l'islam lui ont valu plusieurs tentatives d'assassinat et une protection policière constante et contraignante depuis vingt ans : situation qui accrédite son narratif sur « la menace de l'islam » et contribue à son aura personnelle. Que deux des quatre négociateurs de la prochaine coalition – Dilan Yesilgöz et Geert Wilders - soient menacés de mort interroge sur le bon fonctionnement d'une démocratie longtemps très pacifique, où la polarisation politique extrême décourage désormais les vocations : le retrait de la vie politique de Sigrid Kaag, la bête noire des populistes, menacée jusqu'à son domicile, en est une autre illustration.

III. LA RÉVÉLATION DES GRANDS CLIVAGES NÉERLANDAIS

« Gevestigden » et « buitenstaanders » : partis établis et formations hors système

Ce que signifie la victoire de Wilders, c'est aussi une véritable désaffiliation politique qui se poursuit aux Pays-Bas à l'égard des grands partis traditionnels. Si la droitisation du pays semble être une tendance durable, c'est surtout l'émiettement du spectre politique (15 partis sont désormais représentés à la Chambre, 17 dans la précédente législature) ainsi que le glissement continu de l'électorat des partis « établis » (*gevestigden*) vers des formations « hors-système » (*buitenstaanders*) qui caractérisent la tendance à long terme. En 2003, les trois grands courants traditionnels, chrétiens-démocrates, socialistes et libéraux, rassemblaient les trois quarts des sièges ; en 2023, à peine plus du tiers (en prenant en compte les écologistes).

15. Les statistiques néerlandaises distinguent désormais entre personnes « avec un passé migratoire » (ayant au moins un parent né à l'étranger) et les autres « sans passé migratoire » (parents nés aux Pays-Bas). L'immigration est donc évaluée sur deux générations.

Résultats des élections de 2003 et de 2023

Élections législatives du 22 janvier 2003

Participation : 80.04

Formations politiques	Nombre de voix	% des suffrages	Nombre de sièges
Appel chrétien-démocrate (CDA)	2 763 480	28.62	44
Parti du travail (PvdA)	2 631 363	27.26	42
Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD)	1 728 707	17.91	28
Parti socialiste (PS)	609 723	6.32	9
Liste Pim Fortuyn (LPF)	549 975	5.7	8
Gauche verte (GL)	495 802	5.14	8
Démocrates 66 (D66)	393 333	4.07	6
Union chrétienne (CU)	204 694	2.12	3
Parti politique réformé (SGP)	150 305	1.57	2
Parti pour les animaux (PvdD)	47 754	0.49	0
Pays-Bas vivables (LN)	38 894	0.4	0
Autres	40 445	0.42	0

Source : Corinne Deloy, *Le vote des Européens. Vingt-trois ans d'élections nationales en Europe*, éditions du Cerf, avril 2024, p. 45.

Élections législatives du 22 novembre 2023

Participation : 77.6

Formations politiques	Nombre de voix	% des suffrages	Nombre de sièges
Parti pour la liberté (PVV)	2 446 338	23.49	37
Alliance Parti du travail-Gauche verte (PvdA-GL)	1 640 865	15.75	25
Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD)	1 588 436	15.25	24
Nouveau Contrat social (NSD)	1 338 408	12.85	20
Démocrates 66 (D66)	655 389	6.29	10
Mouvement agriculteur-citoyen (BBB)	483 817	4.65	7
Appel chrétien-démocrate (CDA)	344 926	3.31	5
Parti socialiste (SP)	327 196	3.14	4
Denk (DENK)	246 546	2.37	3
Parti pour les animaux (PvdD)	234 721	2.25	3
Forum pour la démocratie (FvD)	232 312	2.23	3
Parti politique réformé (SGP)	217 287	2.09	3
Union chrétienne (CU)	212 455	2.04	3
Volt	178 588	1.71	2
Juiste Antwoord 2021 (JA21)	71 208	0.68	1
Autres	196 627	1.9	0

Source : Corinne Deloy, *Le vote des Européens. Vingt-trois ans d'élections nationales en Europe*, éditions du Cerf, avril 2024, p. 452.

Il semble donc que ces partis ne répondent plus aux attentes de leurs électeurs respectifs. Un grand éditorialiste néerlandais, l'ancien ministre socialiste Ronald Plasterk résume ainsi ce divorce : « le PvdA a laissé tomber les ouvriers, le CDA, les paysans, les ruraux et les pêcheurs et le VVD, les entrepreneurs et la classe moyenne »¹⁶.

Transaction politique et dilemme progressiste

L'explication est peut-être à trouver dans le fait que « le système Rutte » reposait sur une transaction entre la droite et la gauche de gouvernement en faveur du libéralisme économique d'un côté et du progressisme sociétal de l'autre : d'où une politique très volontariste pour tenir les comptes publics menacés par les grandes crises de 2008-2010 et de 2020-2021, restaurer la croissance et renforcer l'intégration européenne d'une part ; et de l'autre, la promotion d'un agenda écologique ambitieux et le projet d'une société multiculturelle très ouverte à l'immigration, devenus les nouveaux mots d'ordre de la gauche remplaçant son programme social traditionnel. D'où la rupture avec les classes populaires entraînées dans un conflit de répartition avec les nouveaux venus pour les ressources anémiées de l'État-providence (allocations, services publics, logements)¹⁷ ; comme avec le monde rural et semi-urbain, concerné désormais par l'immigration en raison de la répartition forcée des demandeurs d'asile et très exposé aux nouvelles contraintes écologiques. On comprend que la gauche et les chrétiens-démocrates, qui étaient les porte-parole historiques de ces catégories, aient particulièrement souffert de cette désaffiliation au profit des partis « hors-système ». L'on est ainsi frappé de voir combien le vote NSC et BBB correspond à l'ancienne base géographique et sociologique des chrétiens-démocrates du CDA, d'où viennent aussi bien ses électeurs que ses cadres et ses dirigeants. Le VVD est, quant à lui, crédité de la très bonne santé structurelle du pays, mais il a souffert de la forte fièvre inflationniste de 2022 et de la faible croissance de 2023¹⁸ ; d'où, à la fois, son maintien comme grand parti et son recul aux dernières élections. Quant à la gauche néerlandaise, elle est clairement confrontée au « dilemme progressiste » formulé par David Goodhart, à partir d'une analyse de Milton Friedman

16. Ronald Plasterk a d'ailleurs été chargé d'explorer les possibilités de coalition à la suite des élections durant l'hiver dernier.

17. Voir pour les relations entre immigration et logement social dans le cas français, la note de Michel Auboin pour la Fondation pour l'innovation politique, *Les étrangers extra-européens et le logement social en France*, avril 2024.

18. Malgré le choc de la pandémie de 2020-2021, le chômage était en 2023 à 3,5% de la population active, le déficit budgétaire à 1,5% et la dette à 49,8% du PIB. L'inflation, après un pic en 2022, est revenue à 4,7%. Le PIB n'a cru que de 0,6% en 2023 (sources : OCDE et Statista).

sur l'incompatibilité entre immigration de masse et État-providence¹⁹. Sans doute, les Néerlandais affichent-ils une grande ouverture de principe mais, comme pour l'Europe, les réponses aux questions précises sont bien plus réservées : 48 % conditionnent ainsi l'accès aux droits sociaux des immigrés à l'acquisition préalable de la nationalité néerlandaise, contre seulement 8 % dès leur arrivée²⁰. De sorte que l'on a pu parler de « chauvinisme social » pour expliquer la montée du vote populiste²¹.

Il est certain en tout cas que l'analyse de ce dilemme progressiste ne doit pas en rester aux considérations générales sur l'immigration et sur l'État-providence : le cas néerlandais confirme qu'il y a bel et bien une tension entre les deux dès lors qu'il s'agit d'une immigration en augmentation rapide, pauvre et peu diplômée, sollicitant donc fortement un État-providence dont les ressources sont dans le même temps restreintes par des politiques de rigueur et des goulets d'étranglement sectoriels (santé, logement).

Les « *Somewhere* » et les « *Anywhere* »

Derrière cette transaction politique au sommet et ce dilemme progressiste se retrouve, d'un point de vue sociopolitique, le clivage analysé par le même David Goodhart entre d'un côté les *Anywhere*, se sentant chez eux partout dans le monde et sensibles aux enjeux globaux, et de l'autre, ces *Somewhere*, à l'horizon de vie plus local et aux solidarités plus traditionnelles, à la fois régionales et nationales²². Le phénomène y est encore plus accentué aux Pays-Bas dans la mesure où les élites néerlandaises sont cosmopolites depuis des siècles, histoire commerciale et coloniale oblige : et ce sont justement ces élites qui ont forgé et répandu de longue date le cliché d'un pays ouvert au vaste monde. Le schéma de Goodhart a été affiné par Josse de Voogd et René Cuperus qui ont effectué une étude systématique de la totalité des communes néerlandaises et montré, à côté des variables objectives (localisation, revenu, logement, et surtout niveau d'études devenu essentiel dans une « démocratie du diplôme »)

19. Il est impossible d'entrer ici dans une discussion de fond sur ce dilemme progressiste, notion fort débattue dans les sciences sociales. Pour une analyse et une bibliographie détaillées, voir Michel Forcé et Maxime Parodi, « Redistribution et immigration en Europe : y-a-t-il un dilemme ? », *Revue de l'OFCE*, 169 [2020/5] Cette étude est plutôt réservée sur la pertinence de la notion, mais s'expose elle-même à des objections méthodologiques et des réserves d'interprétation. Elle apporte en tout cas des éléments plutôt favorables à la validité de ce dilemme dans le cas néerlandais [voir note suivante].

20. *Ibid.* p. 143. Ces chiffres proviennent du *European Social Survey* de 2016 et toutes les enquêtes récentes sur le sujet migratoire donnent à penser qu'ils seraient encore plus tranchés aujourd'hui.

21. Willem de Koster, Peter Achterberg, et Jeroen van der Waal, "The new right and the welfare state. On the electoral relevance of welfare chauvinism and welfare populism in the Netherlands", *International Political Science Review*, 34/1, pp. 3-20.

22. David Goodheart, *The Road to Somewhere. The Populist Revolt and the Future of Politics*, Oxford University Press, 2017.

le poids du ressenti personnel dans les clivages sociopolitiques actuels : sentiment d'isolement et perception d'une santé dégradée apparaissent ainsi comme des facteurs décisifs qui distinguent deux sociétés différentes et deux types de comportement électoral : « les intégrés » (*aangehaakt*) qui restent fidèles aux partis traditionnels (de droite ou de gauche) et les « décrochés » (*afgehaakt*), plus souvent abstentionnistes ou soutiens des partis hors-système²³. D'où la nécessité d'une approche multifactorielle des bouleversements en cours et la prise en compte de la complexité d'une carte électorale où les grandes lignes de force sont contrariées par une microgéographie du vote entre communes, voire entre quartiers. Là encore, l'étude de l'Institut Clingendael, en soumettant 50 items aux répondants, démontre la pertinence de la coupure entre ces deux mondes dans un même pays : tant leurs craintes que leurs attentes liées à l'environnement international sont sensiblement différentes, même si l'inquiétude est de mise partout.

Les 10 premières craintes des « *Somewhere* » et des « *Anywhere* »²⁴

Somewhere (entre parenthèses, rang de l'item dans les réponses des *Anywhere*)

1. Immigration irrégulière à grande échelle (34)
2. Immixtion étrangère dans les communautés immigrées (26)
3. Afflux de réfugiés suite à un conflit à proximité de l'UE (43)
4. Attentat islamiste aux Pays-Bas (15)
5. Émergence de mouvements religieux intolérants dans différents pays (12)
6. Cybersabotage d'infrastructures vitales (1)
7. Utilisation de la migration comme arme par des leaders voisins de l'UE (25)
8. « Grand remplacement » (*omvolking*) aux Pays-Bas (49)
9. Forte dépendance non souhaitée de pays étrangers pour des produits vitaux (21)
10. Capacité militaire insuffisante de l'UE à défendre son territoire (17)

Anywhere (entre parenthèses, rang de l'item dans les réponses des *Somewhere*)

1. Cybersabotage d'infrastructures vitales aux Pays-Bas (6)
2. Victoire de la Russie en Ukraine (32)
3. Émergence de partis politiques prônant la discrimination religieuse ou raciale (47)

23. René Cuperus et Josse de Voogd, *Atlas van Afgehaakt Nederland*, La Haye, 2021 [en ligne].

24. Tableaux repris et données croisées établies à partir de *Tussen Hoop en vrees*, op.cit., pp. 22 et 25.

4. Surpopulation dans le monde (16)
5. Implication dans une guerre nucléaire (22)
6. Implication dans une guerre suite à une attaque contre un État membre de l'UE ou de l'Otan (14)
7. Menaces sur le niveau de vie suite à une crise internationale (20)
8. Menaces sur l'État de droit en Europe (21)
9. Polarisation et radicalisation croissantes dues à des campagnes de désinformation étrangères (31)
10. Sabotage physique d'infrastructures vitales aux Pays-Bas (15)

On constate les peurs partagées sur les conflits aux frontières de l'Europe (notamment sur une extension du conflit ukrainien), mais l'appréciation des menaces majeures d'ordre sociopolitiques est clairement différente entre les deux groupes : immigration pour les *Somewhere*, discrimination pour les *Anywhere*.

IV. LE PVV : EXTRÊME-DROITE OU POPULISME ?

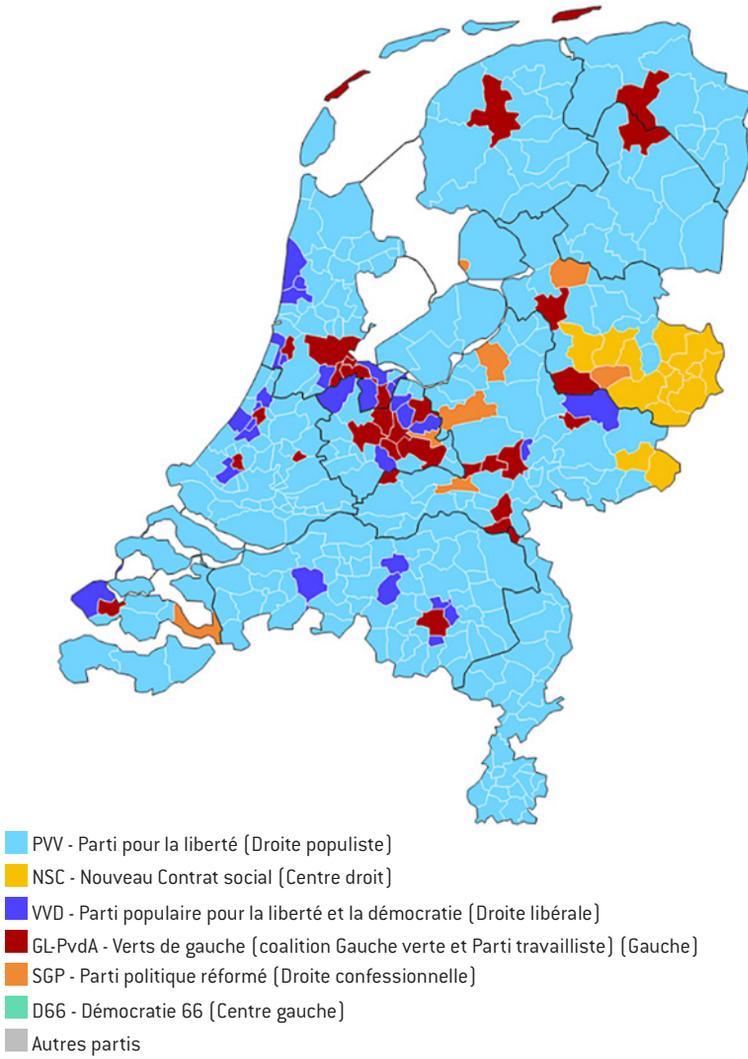
Les évolutions du PVV

Mais encore faut-il faire droit à une double évolution qui interdit de voir dans le clivage *Somewhere/Anywhere* une opposition rigide et constante²⁵. Et tout d'abord la nationalisation à la fois géographique et sociologique du vote PVV à l'occasion précisément de ces élections de 2023. Le profil de ses électeurs est devenu très proche de l'ensemble du corps électoral : longtemps caractérisé par une base essentiellement périphérique, masculine et d'âge mûr, il est désormais le premier parti chez les jeunes et recrute aussi bien dans les zones les plus urbanisées qu'à la campagne, dans le cœur démographique du pays que dans les zones rurales, dans le Nord que dans le Sud (son terreau originel). « La diagonale des Pays-Bas intégrés » allant du Sud-Ouest au Nord-Est du territoire, mise en évidence par Josse de Voogd et René Cuperus, n'a pas résisté à la vague de 2023. La résistance à la primauté du PVV se concentre désormais sur une « digue » en forme d'arc de cercle, allant du Centre-Ouest au Centre-Est du pays : des zones résidentielles libérales de la côte hollandaise à l'Overijssel (où le NSC a remplacé le CDA), en passant par la région d'Amsterdam et la province d'Utrecht, partagées entre les libéraux et la

25. Au demeurant, l'Institut Clingendael distingue dans son étude un « groupe intermédiaire » (*tussengroep*) entre *Somewhere* et *Anywhere*.

gauche; à quoi s'ajoutent des points épars correspondant soit à de grandes villes universitaires qui restent à gauche comme Groningue et Nimègue, soit aux bastions aisés du VVD, soit aux fiefs historiques de l'orthodoxie protestante (SGP).

Parti arrivé en tête aux élections de 2023



Source : Nederlandse Omroep Stichting – NOS Uitslagen Tweede Kamer 2023 [en ligne].

La surreprésentation de la population au faible niveau d'études (formations professionnelles courtes) et, de ce fait, un niveau moyen de revenu moindre dans une « économie de la connaissance » (*kenniseconomie*) distinguent

encore le PVV des partis traditionnels, mais l'évolution globale tend à en faire un *catch-all party* recueillant de multiples motifs de mécontentement et de multiples profils de mécontents.

La nationalisation géographique et sociologique du vote PVV

Le profil des électeurs du PVV ne se distingue que par le niveau d'études

	Électorat du PVV aux élections législatives de 2023	Ensemble de l'électorat néerlandais aux élections législatives de 2023
Sexe		
Homme	53	52
Femme	47	48
Âge		
18-34 ans	27	25
35-49 ans	22	21
50-64 ans	30	27
65 ans et plus	21	26
Niveau d'études		
Bas	29	19
Moyen	47	37
Haut	24	44
Régions		
Ouest (hors les trois grandes villes)	28	30
Sud	27	24
Est	20	22
Trois grandes villes avec banlieues	17	15
Nord	8	11
Degré d'urbanisation		
Densité maximale	21	22
Très urbanisé	35	34
Moyennement urbanisé	16	15
Peu urbanisé	21	21
Non urbain	8	8
Activité		
Actif	59	56
Non-actif	41	44

Électeurs traditionnels du PVV versus nouveaux électeurs

- Les électeurs traditionnels ont souvent plus de 50 ans (57 % contre 48 %)
- Les électeurs traditionnels sont plus souvent des hommes (59 % contre 51 %)
- Les électeurs traditionnels ont plus souvent un niveau d'études faible (36 % contre 25 %) et sont moins souvent diplômés du supérieur (16 % contre 29 %)

Source : Tweede Kamerverkiezingen 2023 - Ipsos Kiezersonderzoek, 4 décembre 2023 [en ligne]

Cette force d'attraction a été favorisée par la seconde évolution majeure du parti : celle de son positionnement idéologique et programmatique qui rend discutable – comme pour d'autres formations de ce type ailleurs

en Europe – l'étiquette « d'extrême droite » : sauf à mettre sous ce nom les quatre caractéristiques communes de « la droite de la droite » : souverainisme (donc euroscepticisme allant jusqu'à la sortie de l'Union), insistance sur l'État régalien, lutte contre l'immigration de masse, et défense de l'identité nationale.

Assurément, plusieurs traits ont permis de classer le PVV lui-même dans cette catégorie : un nationalisme ethnoculturel qui a fait naguère figurer dans son programme l'intégration de la Flandre néerlandophone aux Pays-Bas ; ou encore une hostilité radicale à la présence de l'islam (écoles, mosquées, et même Coran) et pas seulement de l'islamisme, qui pose un problème de constitutionnalité au regard de l'article 1 (non-discrimination) de la Loi fondamentale. Mais le premier point n'est désormais plus dans ses propositions et le second a été passé sous silence pendant la campagne : le respect de la Constitution est désormais un engagement répété de Wilders dans les négociations en cours. Par ailleurs, son origine libérale correspond peu au profil habituel des leaders d'extrême-droite et le rapproche davantage de Victor Orban qui est un ami personnel (Wilders a d'ailleurs épousé une Hongroise) ; mais si les deux hommes sont de farouches adversaires de la « théorie du genre », ils se dissocient sur la question des minorités sexuelles dont le PVV se fait volontiers le défenseur dans la tradition revendiquée de Pim Fortuyn, dandy homosexuel flamboyant. C'est pourquoi le PVV (« Parti pour la Liberté » rappelons-le) s'affiche comme le champion des libertés individuelles et du mode de vie occidental et néerlandais contre les menaces de l'islamisme, les tentations du Pouvoir lui-même (lors notamment de la crise de la Covid) ou de la Justice accusée d'être une arme au service du « politiquement correct » (en matière de liberté d'expression) : Wilders a lui-même eu maille à partir avec les tribunaux en raison de ses déclarations hostiles aux Marocains. D'où son caractère « hédoniste sécuritaire » qui diffère du « conservatisme identitaire » d'un Orban ou d'une Meloni, selon la distinction du politologue Gaël Brustier²⁶. Reste une caractéristique peu compatible avec la normalisation recherchée et qui justifie pour une part l'appellation d'extrême droite : le leadership solitaire et autoritaire de Geert Wilders, qui est d'ailleurs le seul membre déclaré de cet étrange parti sans adhérents ni élections et au financement très opaque.

Mais Wilders se distingue encore dans le panorama de la droite radicale européenne par son soutien constant et inconditionnel à Israël, où il a passé deux ans dans sa jeunesse au sein d'un *moshav*²⁷ et envisagé même d'émigrer : le PVV se déclare ainsi « *grand ami de la seule véritable*

26. Voir Gaël Brustier, « Comme le FN, les autres droites radicales européennes hésitent sur les droits des gays ou l'égalité homme-femme », slate.fr, 27 décembre 2014 [en ligne].

27. Un *moshav* est une communauté agricole coopérative en Israël.

démocratie du Moyen-Orient : Israël », allant jusqu'à annoncer que « *les relations avec Israël seront renforcées, entre autres, en déplaçant notre ambassade à Jérusalem* ». Ce point crucial l'oppose à la gauche néerlandaise qui a évolué vers une position de plus en plus propalestinienne, devenue hégémonique en son sein avec la crise moyen-orientale actuelle ; mais aussi à la nouvelle extrême-droite du Forum pour la démocratie de Thierry Baudet.

Panorama de la droite radicale aux Pays-Bas

Thierry Baudet, très inspiré par Roger Scruton se situait au départ sur une position libérale-conservatrice, fondée sur une double défense : celle, culturelle, de l'Occident et celle, politique, de ses nations. Depuis 2020, il développe un nationalisme xénophobe et un attrait pour les régimes autoritaires. Sa violence verbale et son complotisme virulent qui lui font voir partout à l'œuvre, de la Covid à la guerre d'Ukraine, « une conspiration de reptiles malfaisants » et les propos antisémites et homophobes entendus au sein du parti justifient désormais le qualificatif d'extrême-droite. Mais de ce fait, cette surenchère idéologique et rhétorique a entraîné le départ de membres éminents du Forum voulant rester fidèles à son inspiration originelle, et qui ont créé la nouvelle formation JA21 ; et elle a surtout facilité le recentrage du PVV qui joue, dans un langage simple et direct, la carte des aspirations sociales et identitaires de son électorat plus populaire et moins diplômé : processus qui n'est pas sans rappeler la dialectique entre Reconquête ! et le Rassemblement National en France.

La guerre en Ukraine et la crise moyen-orientale ont accentué ces clivages. Pour la première, Wilders est sur une position ambiguë dénonçant « l'agresseur russe », mais le servant objectivement en s'opposant à toute aide militaire à Kyiv ; Baudet choisit, lui, de plus en plus clairement le camp de Poutine « un grand héros, un combattant pour la civilisation occidentale », après avoir joué un rôle clef dans le « non » au référendum sur l'accord d'association à l'Ukraine en 2016. Quant au conflit de Gaza, tandis que le premier en reste à son soutien sans faille à Israël en général et à Netanyahu en particulier, le second refuse tout « choix binaire » et prône « la retenue ».

Il est donc possible d'avancer l'hypothèse d'un reclassement de la droite souverainiste néerlandaise autour de trois pôles bien identifiés ailleurs en Europe, mais dont les thématiques précises varient selon les personnalités, les cultures et les contextes politiques : l'extrême droite de Thierry Baudet rappelle les positions d'Éric Zemmour (excepté sur le Moyen-Orient) ; la

droite populiste de Wilders est très proche du Rassemblement National²⁸ ; enfin JA21 (1 député à La Haye et 1 à Bruxelles) représente la tendance conservatrice-libérale comme les Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni et siège d'ailleurs avec eux dans le groupe ECR²⁹.

Au total, malgré ses spécificités nationales et le profil particulier de son leader, le PVV s'inscrit bien dans le modèle du « populisme patrimonial » conceptualisé par le politologue Dominique Reynié : il mobilise une inquiétude sur l'avenir tant du modèle social et du niveau de vie (patrimoine matériel) que des marqueurs de l'identité nationale (patrimoine immatériel). Cette inquiétude est particulièrement forte dans la population native faiblement qualifiée qui voit dans l'immigration de masse une concurrence pour les prestations sociales, l'emploi et le logement, en même temps qu'une source « d'insécurité culturelle » dans son environnement immédiat³⁰.

V. LES PERSPECTIVES POLITIQUES NÉERLANDAISES AU PRINTEMPS 2024

Des négociations difficiles

Dans la lenteur des négociations en cours depuis les élections, il faut faire la part de la tradition néerlandaise de formation des coalitions, toujours complexes et souvent peu transparentes. D'où une durée fréquemment longue avant la finalisation d'un nouveau cabinet qui suit une procédure très formalisée : nomination d'un « explorateur » (*verkenner*) pour sonder les possibilités, puis d'un « informateur » pour établir les bases de l'accord de coalition, avant que « le formateur » ne constitue le gouvernement. Cette lenteur a même atteint un record historique (près d'une année) avec la formation du dernier cabinet Rutte, alors même que la décision finale a consisté à reconduire la coalition sortante. Mais dans le cas présent, vu la domination très large de la droite dans son ensemble et l'évidence d'une coalition PVV/VVD/NSC/BBB, très majoritaire sur le papier (88 sièges sur 150), c'est davantage le malaise suscité dans l'ensemble de la classe politique par la large victoire des populistes qui semble retarder l'issue. Tout se passe comme si les autres partis hésitaient à rompre le cordon

28. L'unique représentant du PVV au Parlement européen, Marcel de Graaf, siège désormais chez les non-inscrits à la suite de sa brouille avec Wilders.

29. Sur l'évolution et les caractéristiques de Fratelli d'Italia, voir Marco Tarchi, *Fratelli d'Italia : héritage néofasciste, populisme et conservatisme*, Fondation pour l'innovation politique, février 2024.

30. Laurent Bouvet, *L'insécurité culturelle. Sortir du malaise identitaire française*, Fayard, 2015.

sanitaire qui entoure le PVV et préféreraient laisser un autre franchir d'abord le pas, tant le tabou et l'opprobre d'une alliance avec « l'extrême-droite » restent forts, sinon dans l'opinion, du moins dans les médias *mainstream*.

C'est pourquoi les derniers mois depuis les élections ont été marquées par des valse-hésitations et des coups de théâtre à répétition, venus aussi bien du VVD, du NSC que du PVV lui-même, rendant l'issue des négociations très incertaine.

« Chambre introuvable » ou Chambre impossible ?

Devant ce jeu du chat et de la souris, la question peut se poser : le PVV se trouve-t-il devant une « Chambre introuvable » ou devant « une Chambre impossible » ? D'autant que les partis traditionnels dominent encore la Première Chambre. Inversement, les obstacles sont nombreux à l'émergence d'une solution alternative. L'émiettement de l'Assemblée et surtout les désaccords profonds entre droite et gauche sur des thèmes essentiels (immigration, écologie et Europe) rendent peu vraisemblable la formation d'une coalition à l'ancienne, de centre droit ou de centre gauche. Ceux qui la souhaitent et qui comptent sur la lassitude de l'opinion pour obtenir enfin « ce retour à la normale » tant espéré depuis vingt années de perturbation populiste, misent à l'évidence sur le NSC dans lequel beaucoup veulent voir, non sans raison on l'a vu, un nouveau CDA. Mais encore faudrait-il qu'Omtzigt, homme connu pour son intransigeance sur les principes, abandonne des points essentiels de son programme, notamment la forte réduction de l'immigration ou la réforme radicale de la gouvernance. Et l'hypothèse d'une éviction finale du PVV après l'échec des négociations se heurte à la progression continue du parti dans l'opinion : au printemps 2024, il atteint le tiers des voix et des sièges dans les sondages en cas de dissolution, tandis que le VVD recule et le NSC s'effondre. De plus, le recours à de nouvelles élections avant la formation d'une nouvelle coalition est sans précédent dans l'histoire nationale.

Il reste que les ambitions de Wilders sont elles aussi contraintes par trois considérations de fond. La première est son poids électoral véritable : au regard de l'histoire de la mouvance populiste, le succès est certes considérable et il a légitimement retenu l'attention des commentateurs. Mais le PVV n'est pas encore au niveau des résultats historiques du CDA et du PvdA, qui dépassaient presque systématiquement les 40 députés à la Chambre jusqu'aux grands bouleversements des années 2000. Un précédent est souvent rappelé aujourd'hui : celui du triomphe du PvdA en 1977 (53 sièges), pourtant évincé *in fine* de la nouvelle coalition. D'autre part, la grande volatilité de l'électorat et la cristallisation très tardive du vote PVV (28 % des électeurs du PVV ont pris leur décision dans

la dernière semaine avant le scrutin) montrent que nous avons toujours affaire à un vote de protestation plus que de conviction. Autrement dit, victoire électorale ne signifie nullement adhésion et encore moins hégémonie. On le mesure à la préférence des Néerlandais pour la couleur du prochain gouvernement : elle va à un cabinet dont le centre de gravité serait au centre droit (39 % pour une solution de droite ou de centre droit ; 27 % pour un cabinet du centre, 22 % de gauche ou de centre gauche).

Le dilemme populiste

Enfin et surtout, le PVV se trouve devant un dilemme qui est le pendant de celui que connaît la gauche et que l'on pourrait nommer, à la suite de Dominique Reynié, « le dilemme populiste » : à savoir l'impossible conciliation entre le souverainisme, son inspiration politique fondamentale, et l'attachement de l'électorat aux grands acquis de la construction européenne et surtout à l'euro³¹.

L'on comprend dans ces conditions que Wilders ait renoncé au référendum prévu sur le *Nexit*, se contentant de clauses d'*opting out* à la danoise, notamment en matière migratoire. Le vote de principe sur cette mesure par la nouvelle chambre (présidée par un proche de Wilders) ouvre peut-être la voie à un compromis, d'autant que le plaidoyer en faveur de la restriction des flux migratoires a reçu l'appui inattendu du rapport de la Commission sur les perspectives démographiques du pays : les flux migratoires doivent être selon elle impérativement limités si les Pays-Bas veulent rester sous la barre des 20 millions d'habitants, un maximum compte tenu de la densité du pays et des défis de l'intégration³². De sorte que la formation de la nouvelle coalition dépend, dans la logique même de l'agenda des dernières élections, de la résolution d'une équation capitale : les partenaires pourront-ils trouver un terrain d'entente sur la question de l'immigration et surtout de l'asile, point sur lequel Wilders, prêt à bien des concessions sur les autres sujets, ne cèdera pas ?

Faute de quoi, les élections européennes du 9 juin prochain pourraient bien jouer le rôle de juge de paix. Or les sondages confirment pour ce prochain scrutin la nette avance du PVV. Une incitation pour ses partenaires potentiels à conclure au plus vite ?

31. Dominique Reynié, *Populismes : la pente fatale*, Plon, 2011 et, sous la direction du même auteur, 2022. *Le risque populiste en France*, Fondation pour l'innovation politique, 2022.

32. Jean-Pierre Strobants, « Aux Pays-Bas, le dirigeant populiste Wilders reçoit l'appui inattendu d'un rapport suggérant de limiter l'immigration », *Le Monde*, 18 janvier 2024 [en ligne].

DE LA HAYE À BRUXELLES, QUELS ENSEIGNEMENTS POUR L'EUROPE ?

On le constate : la victoire du PVV aux Pays-Bas confirme et renforce la poussée de la droite protestataire, sensible dans de nombreux pays de l'Union européenne, des Fratelli d'Italia à l'AfD allemande en passant par le RN français et Chega au Portugal.

L'arrivée de plusieurs de ces partis au pouvoir a ou aura un impact direct sur le fonctionnement du Conseil européen et du conseil des ministres de l'Union. A cet égard, quelle que soit la formule exacte de la prochaine coalition à La Haye, son orientation plus eurosceptique se fera sentir à Bruxelles, en raison du poids économique des Pays-Bas (5^e PIB de l'UE) et de son rôle particulier comme pays fondateur. Le départ de Mark Rutte ajoute un important facteur personnel : il était devenu, depuis le Brexit et la multiplication des différends franco-allemands, le principal allié d'Emmanuel Macron pour le renforcement de l'intégration européenne, au point que la presse néerlandaise parlait de *bromance* (« histoire d'affection fraternelle ») entre les deux dirigeants. Nul doute que le remplaçant de Rutte, quel qu'il soit, ne jouera plus ce rôle.

Le deuxième enjeu est bien sûr l'orientation du prochain Parlement européen. Or, les projections actuelles pour le scrutin de juin donnent à la droite de la droite entre 20 et 25 % des sièges, déplaçant clairement le centre de gravité de l'Assemblée. Sans doute la large coalition actuelle (PPE, Renew et socialistes) devrait garder une courte majorité, d'autant que la droite radicale est divisée en deux groupes concurrents (ID et ECR) et est en désaccord sur des questions majeures comme le soutien à l'Ukraine. Pour de nombreux commentateurs, ce sont autant de raisons qui écartent le risque d'un bouleversement à Bruxelles. La chose paraît moins sûre quand on raisonne en termes de dynamique politique, au vu de la montée constante des populistes dans les sondages et de la droitisation qui s'opère au sein du PPE lui-même : processus que ne pourra que renforcer le rapprochement amorcé par Giorgia Meloni avec ce groupe, qui va se trouver à la charnière du nouveau Parlement, en lieu et place de Renew.

Si l'on y regarde de près, une telle configuration et une telle dynamique au niveau européen ressemblent fort à celles qui caractérisent les Pays-Bas en ce moment même et font de sa politique intérieure un sujet d'intérêt pour tous les Européens.

L'on retiendra en conclusion les deux dilemmes mis en évidence par l'exemple néerlandais : celui des progressistes, entre immigration de masse et État-providence, que la gauche n'a pas su ou voulu régler, en refusant de faire un *aggiornamento* à la danoise sur le sujet migratoire et

en perdant ainsi sa clientèle historique des classes populaires et moyennes inférieures. Un « dilemme progressiste » qui en vérité concerne aussi la politique écologique, vécue comme punitive par les mêmes catégories, particulièrement exposées pour leur logement, leurs transports et leur pouvoir d'achat aux goulets d'étranglement et aux surcoûts provoqués par une transition énergétique à marche forcée.

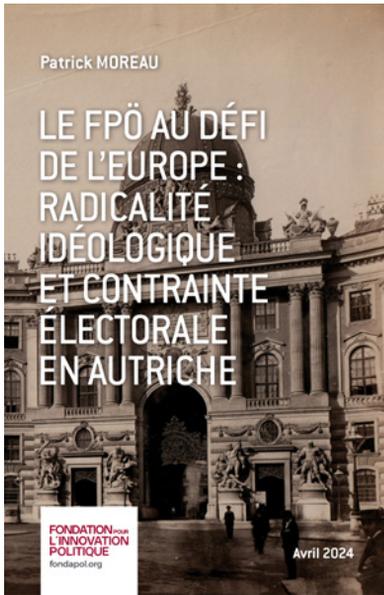
Mais inversement les populistes eux-mêmes sont placés devant le dilemme de leur logiciel souverainiste confronté à l'attachement des Européens – y compris de leurs propres électeurs – aux acquis matériels de l'Union, à commencer par l'euro. Double dilemme là encore, car ce souverainisme paraît également peu compatible avec une complaisance parfois marquée pour la Russie de Vladimir Poutine dont la politique agressive représente à l'évidence un défi pour la sécurité de tous.

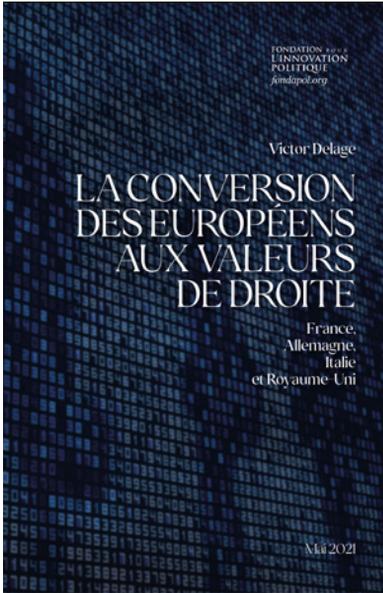
Mai 2010

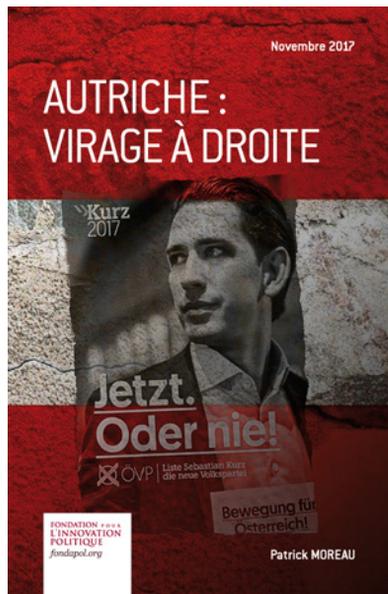
PAYS-BAS : LA TENTATION POPULISTE

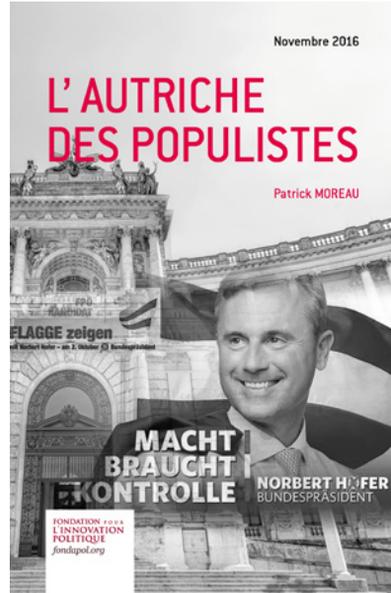
FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

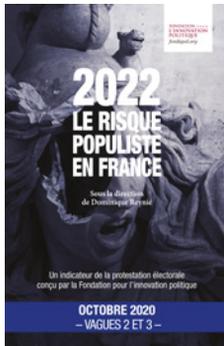
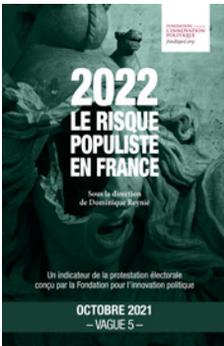
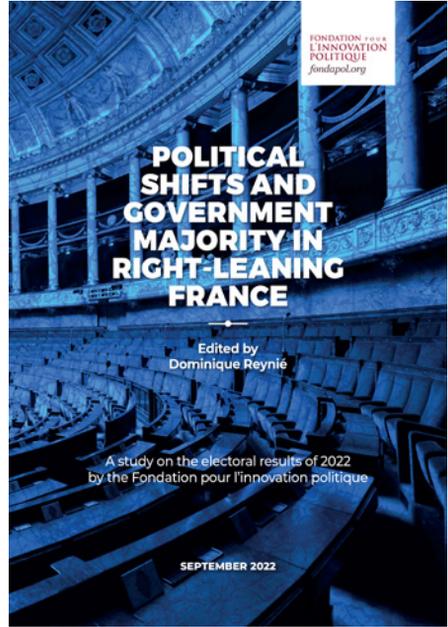
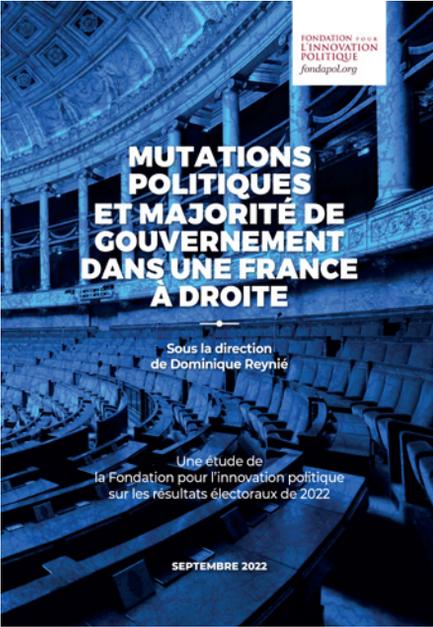
Christophe de VOOGD

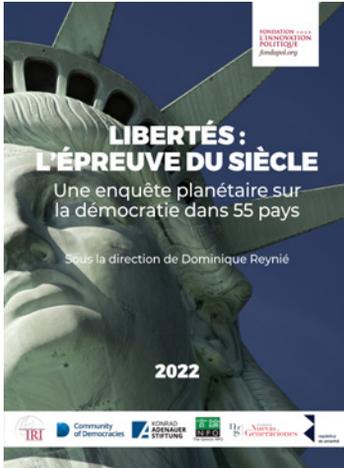














Sous la direction de Dominique Reynié

OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?

UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE DE LA
FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE



Edited by Dominique Reynié

WHAT NEXT FOR DEMOCRACY?

AN INTERNATIONAL SURVEY BY
THE FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE



NOS PUBLICATIONS

Le FPÖ au défi de l'Europe : radicalité idéologique et contrainte électorale en Autriche
Patrick Moreau, avril 2024, 39 pages

Les pogroms en Palestine avant la création de l'État d'Israël (1830-1948)
Georges Bensoussan, avril 2024, 37 pages

Le vote des Européens. Vingt-trois ans d'élections nationales en Europe
Corinne Deloy, Préface de Dominique Reynié, éditions du Cerf, avril 2024, 460 pages

Les étrangers extra-européens et le logement social en France
Michel Aubouin, avril 2024, 36 pages

Les mots de la fin de vie : ne pas occulter les termes du débat
Pascale Favre, mars 2024, 30 pages

Suicide assisté, euthanasie : le choix de la rupture et l'illusion d'un progrès
Yves-Marie Doublet, mars 2024, 35 pages

L'Europe et la Souveraineté. Approches franco-italiennes 1897-2023
Sous la direction de Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié,
éditions Plein Jour, avril 2024, 516 pages

Fratelli d'Italia : héritage néofasciste, populisme et conservatisme
Marco Tarchi, février 2024, 41 pages

**L'émergence d'une gauche conservatrice en Allemagne :
l'alliance Sahra Wagenknecht pour la raison et la justice (BSW)**
Patrick Moreau, janvier 2024, 41 pages

Innovation politique 2022 (tome 2)
Fondation pour l'innovation politique, novembre 2023, 252 pages

Innovation politique 2022 (tome 1)
Fondation pour l'innovation politique, novembre 2023, 310 pages

Mouvements protestataires : le retour de la violence
Eddy Fougier, novembre 2023, 38 pages

La réforme Affelnet à Paris : un voyage au pays où 15 = 20
Marion Oury, octobre 2023, 48 pages

Le jumeau numérique en santé
Serge Soudoplatoff, septembre 2023, 34 pages

La régulation du numérique : Chine, États-Unis, France
Aifang Ma, septembre 2023, 44 pages

L'industrie française du jeu vidéo. De la French Touch à la French Pride
Loïse Lyonnet et Pierre Poinignon, juillet 2023, 40 pages

La défiance vue par le prisme du médiateur de l'assurance
Arnaud Chneiweiss, juillet 2023, 26 pages

L'Europe et notre souveraineté. L'Europe est nécessaire, la France aussi
Édouard Balladur, juin 2023, 18 pages

L'enseignement supérieur privé en France
Laurent Batsch, juin 2023, 57 pages

Complexité. Critique d'une idéologie contemporaine
Sophie Chassat, juin 2023, 40 pages

Politique migratoire : que faire de l'accord franco-algérien de 1968 ?
Xavier Driencourt, mai 2023, 29 pages

De la transition écologique à l'écologie administrée, une dérive politique

David Lisnard et Frédéric Masquelier, mai 2023, 30 pages

Pour un nouvel ordre énergétique européen

Cécile Maisonneuve, avril 2023, 56 pages

Le XXI^e siècle du christianisme - édition de poche

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mars 2023, 378 pages

Élections, médias et réseaux sociaux : un espace public en décomposition

Victor Delage, Dominique Reynié, Mathilde Tchounikine, mars 2023, 32 pages

Souveraineté, maîtrise industrielle et transition énergétique (2)

Transition énergétique, géopolitique et industrie : quel rôle pour l'État ?

Jean-Paul Bouttes, mars 2023, 48 pages

Souveraineté, maîtrise industrielle et transition énergétique (1)

Les conditions de réussite du programme nucléaire français de 1945 à 1975

Jean-Paul Bouttes, mars 2023, 44 pages

Immigration : comment font les États européens

Fondation pour l'innovation politique, mars 2023, 46 pages

La politique danoise d'immigration : une fermeture consensuelle

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2023, 57 pages

L'opinion européenne 2020-2022

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, décembre 2022, 240 pages

Innovation politique 2021 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2022, 340 pages

Innovation politique 2021 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2022, 440 pages

Maghreb : l'impact de l'islam sur l'évolution sociale et politique

Razika Adnani, décembre 2022, 36 pages

Italie 2022 : populismes et droitisation

Anna Bonalume, octobre 2022, 60 pages

Quel avenir pour la dissuasion nucléaire ?

Bruno Tertrais, octobre 2022, 39 pages

Mutations politiques et majorité de gouvernement dans une France à droite

Sous la direction de Dominique Reynié, septembre 2022, 64 pages

Paiements, monnaie et finance à l'ère numérique (2)

Les questions à long terme

Christian Pfister, juillet 2022, 34 pages

Paiements, monnaie et finance à l'ère numérique (1)

État des lieux et perspectives à court-moyen terme

Christian Pfister, juillet 2022, 47 pages

La montée en puissance de l'islamisme woke dans le monde occidental

Lorenzo Vidino, juin 2022, 29 pages

2022, présidentielle de crises

Sous la direction de Dominique Reynié, avril 2022, 80 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (4)

La gestion des déchets : rôle et compétence de l'État en démocratie

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 49 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (3)

L'enjeu des générations futures

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 41 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (2)**Les solutions pour maîtriser le risque effectif**

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 42 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (1)**Déchets et déchets nucléaires : durée de vie et dangers potentiels**

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 49 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France – édition 2022

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2022, 38 pages

Prestataires de santé à domicile : les entreprises au service du virage ambulatoire

Alice Bouleau et Nicolas Bouzou, janvier 2022, 34 pages

Libertés : l'épreuve du siècle

Sous la direction de Dominique Reynié, janvier 2022, 96 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute, la Community of Democracies, la Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, la Fundación Nuevas Generaciones et República do Amanhã

Élections départementales et régionales 2021 : une analyse cartographique

Céline Colange, Sylvain Mantemach, décembre 2021, 76 pages

Innovation politique 2020 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2021, 428 pages

Innovation politique 2020 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2021, 344 pages

Défendre l'autonomie du savoir

Nathalie Heinrich, novembre 2021, 32 pages

Rapport pour l'Assemblée nationale. Mission d'information visant à identifier les ressorts de l'abstention et les mesures permettant de renforcer la participation électorale

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2021, 82 pages

2022, le risque populiste en France (vague 5)**Un indicateur de la protestation électorale**

Dominique Reynié (dir.), octobre 2021, 72 pages

Parti et Démocratie

Piero Ignazi, aux éditions Calmann-Lévy, avec le concours de la Fondation pour l'innovation politique et de Terra Nova, octobre 2021, 504 pages

Commerce illicite de cigarettes, volet II.**Identifier les parties prenantes, les effets de réseaux et les enjeux financiers**

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, octobre 2021, 32 pages

Complémentaires santé : moteur de l'innovation sanitaire

Nicolas Bouzou et Guillaume Moukala Same, octobre 2021, 47 pages

Les décroissants en France. Un essai de typologie

Eddy Fougier, septembre 2021, 31 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2021

Fondation pour l'innovation politique, septembre 2021, 84 pages

Les primaires électorales et les systèmes de départage des candidats à l'élection présidentielle

Laurence Morel et Pascal Perrineau, août 2021, 51 pages

L'idéologie woke. Face au wokisme (2)

Pierre Valentin, juillet 2021, 32 pages

L'idéologie woke. Anatomie du wokisme (1)

Pierre Valentin, juillet 2021, 34 pages

Protestation électorale en 2021 ?

Données issues du 1^{er} tour des élections régionales

Abdellah Bouhend, Victor Delage, Anne Flambert, Élisabeth Grandjean, Katherine Hamilton, Léo Major, Dominique Reynié, juin 2021, 40 pages

2022, le risque populiste en France (vague 4)

Un indicateur de la protestation électorale

Dominique Reynié (dir.), juin 2021, 64 pages

La conversion des Européens aux valeurs de droite

Victor Delage, mai 2021, 40 pages

Les coûts de la transition écologique

Guillaume Bazot, mai 2021, 37 pages

Le XXI^e siècle du christianisme

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mai 2021, 376 pages

Les protestants en France, une minorité active

Jean-Paul Willaime, avril 2021, 34 pages

L'agriculture bio et l'environnement

Bernard Le Buanec, mars 2021, 27 pages

Devrions-nous manger bio ?

Léon Guéguen, mars 2021, 36 pages

Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation bio ?

Gil Kressmann, mars 2021, 48 pages

Pauvreté dans le monde : une baisse menacée par la crise sanitaire

Julien Damon, février 2021, 33 pages

Reconquérir la biodiversité, mais laquelle ?

Christian Lévêque, février 2021, 37 pages

Énergie nucléaire : la nouvelle donne internationale

Marco Baroni, février 2021, 66 pages

Souveraineté économique : entre ambitions et réalités

Emmanuel Combe et Sarah Guillou, janvier 2021, 66 pages

Relocaliser en décarbonant grâce à l'énergie nucléaire

Valérie Faudon, janvier 2021, 36 pages

Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 40 pages

Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 35 pages

Glyphosate, le bon grain et l'ivraie

Marcel Kuntz, novembre 2020, 45 pages

Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne face à l'ultradroite

Maygane Janin et Flora Deverell, novembre 2020, 42 pages

2022, le risque populiste en France (vagues 2 et 3)

Un indicateur de la protestation électorale Dominique Reynié, octobre 2020, 86 pages

Relocalisations : laisser les entreprises décider et protéger leur actionnariat

Frédéric Gonand, septembre 2020, 37 pages

Europe : la transition bas carbone, un bon usage de la souveraineté

Patrice Geoffron, septembre 2020, 35 pages

Relocaliser en France avec l'Europe

Yves Bertoncini, septembre 2020, 40 pages

Relocaliser la production après la pandémie ?

Paul-Adrien Hyppolite, septembre 2020, 46 pages

Qui paie ses dettes s'enrichit

Christian Pfister et Natacha Valla, septembre 2020, 37 pages

L'opinion européenne en 2019

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, septembre 2020, 212 pages

Les assureurs face au défi climatique

Arnaud Chneiweiss et José Bardaji, août 2020, 33 pages

Changements de paradigme

Josef Konvitz, juillet 2020, 20 pages

Hongkong : la seconde rétrocession

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020, 62 pages

Tsunami dans un verre d'eau

Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

Innovation politique 2019 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 412 pages

Innovation politique 2019 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 400 pages

Covid-19 - États-Unis, Chine, Russie, les grandes puissances inquiètent l'opinion

Victor Delage, juin 2020, 16 pages

De la distanciation sociale à la distanciation intime

Anne Muxel, juin 2020, 24 pages

Covid-19 : Cartographie des émotions en France

Madeleine Hamel, mai 2020, 24 pages

Ne gaspillons pas une crise

Josef Konvitz, avril 2020, 23 pages

Retraites : leçons des réformes suédoises

Kristoffer Lundberg, avril 2020, 37 pages

Retraites : leçons des réformes belges

Frank Vandenbroucke, février 2020, 40 pages

Les biotechnologies en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, février 2020, 44 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2020, 32 pages

OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 35 pages

Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat

CREC Saint-Cyr et la Fondation pour l'innovation politique, décembre 2019, 128 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (3)**Défendre l'économie européenne par la politique commerciale**

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 52 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (2)

Les pratiques anticoncurrentielles étrangères

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 40 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (1)

Politique de concurrence et industrie européenne

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 36 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2019, 80 pages

Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?

Emmanuel Combe, octobre 2019, 46 pages

2022, le risque populiste en France (vague 1)

Un indicateur de la protestation électorale

Dominique Reynié, octobre 2019, 44 pages

La Cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »

Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 48 pages

1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne

Stéphane Courtois, septembre 2019, 51 pages

Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1^{er} septembre 2019

Patrick Moreau, septembre 2019, 26 pages

Campements de migrants sans-abri : Comparaisons européennes et recommandations

Julien Damon, septembre 2019, 44 pages

Vox, la fin de l'exception espagnole

Astrid Barrio, août 2019, 36 pages

Élections européennes 2019. Le poids des électors comparé au poids électoral des groupes parlementaires

Raphaël Grelon et Guillemette Lano. Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages

Allô maman bobo (2). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 40 pages

Allô maman bobo (1). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 44 pages

L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante

Marcel Kuntz, juin 2019, 35 pages

Démocraties sous tension

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019,

volume I, Les enjeux, 156 pages ; **volume II**, Les pays, 120 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

La longue gouvernance de Poutine

Michel Eltchaninoff, mai 2019, 31 pages

Politique du handicap : pour une société inclusive

Sophie Cluzel, avril 2019, 23 pages

Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 42 pages

Un an de populisme italien

Alberto Toscano, mars 2019, 33 pages

Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 46 pages

Une civilisation électrique (2). Vers le réenchantement

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 34 pages

Une civilisation électrique (1). Un siècle de transformations

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 32 pages

Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention

Jacques Percebois, février 2019, 42 pages

Vers une société post-carbone

Patrice Geoffron, février 2019, 36 pages

Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 26 pages

Innovation politique 2018 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 544 pages

Innovation politique 2018 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 472 pages

L'opinion européenne en 2018

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, janvier 2019, 176 pages

La contestation animaliste radicale

Eddy Fougier, janvier 2019, 35 pages

Le numérique au secours de la santé

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 38 pages

Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2018, 204 pages

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 29 pages

La crise orthodoxe (2). Les convulsions, du XIX^e siècle à nos jours

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 31 pages

La crise orthodoxe (1). Les fondations, des origines au XIX^e siècle

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 28 pages

La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 33 pages

Le christianisme et la modernité européenne (2)**Comprendre le retour de l'institution religieuse**

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 30 pages

Le christianisme et la modernité européenne (1)**Récuser le déni**

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 30 pages

Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 64 pages

L'avenir de l'hydroélectricité

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 41 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes

Michel Martone, novembre 2018, 33 pages

Les géants du numérique (2) : un frein à l'innovation ?

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 77 pages

Les géants du numérique (1) : magnats de la finance

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 56 pages

L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 40 pages

Alternative für Deutschland : établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 49 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondation pour l'innovation politique, octobre 2018, 28 pages

Migrations : la France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 34 pages

Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...

AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique, septembre 2018, 72 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan

Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

Hugues Hourdin, octobre 2018, 28 pages

Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration

Johan Martinsson, septembre 2018, 41 pages

Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 33 pages

Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 35 pages

Éthiques de l'immigration

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 35 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation

Jean Coldefy, juin 2018, 40 pages

France : combattre la pauvreté des enfants

Julien Damon, mai 2018, 32 pages

Que pèsent les syndicats ?

Dominique Andolfatto, avril 2018, 40 pages

L'élan de la francophonie : pour une ambition française (2)

Benjamin Boutin, mars 2018, 28 pages

L'élan de la francophonie : une communauté de langue et de destin (1)

Benjamin Boutin, mars 2018, 28 pages

L'Italie aux urnes

Sofia Ventura, février 2018, 29 pages

L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous

Serge Soudoplatoff, février 2018, 40 pages

L'innovation à l'ère du bien commun

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 44 pages

Libérer l'islam de l'islamisme

Mohamed Louizi, janvier 2018, 64 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 36 pages

L'opinion européenne en 2017

Dominique Reynié (dir.), Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 140 pages

Innovation politique 2017 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages

Innovation politique 2017 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 28 pages

Autriche : virage à droite

Patrick Moreau, novembre 2017, 32 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage

Faÿçal Hafied, novembre 2017, 55 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 31 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 33 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Faÿçal Hafied, juillet 2017, 45 pages

Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 49 pages

Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 37 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 38 pages

Dette publique : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 33 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 36 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 31 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste : l'Europe démocratique menacée

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 34 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 52 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 38 pages

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 31 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 37 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 34 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 30 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 33 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 37 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 36 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 31 pages

Repenser notre politique commerciale

Laurence Daziano, janvier 2017, 35 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté

Julien Damon, décembre 2016, 25 pages

L'Autriche des populistes

Patrick Moreau, novembre 2016, 59 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire

Albert Bressand, novembre 2016, 34 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 36 pages

Innovation politique 2016

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

Le nouveau monde de l'automobile (2) : les promesses de la mobilité électrique

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 34 pages

L'opinion européenne en 2016

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

Refonder l'audiovisuel public

Olivier Babeau, septembre 2016, 31 pages

La concurrence au défi du numérique

Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 27 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité

Vincent Tournier, juin 2016, 51 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle

Nadia Henni-Moulai, juin 2016, 33 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée

Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 35 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)

Sylvain Boulouque, mai 2016, 41 pages

Gouverner pour réformer : éléments de méthode

Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 54 pages

Les zadistes (2) : la tentation de la violence

Eddy Fougier, avril 2016, 29 pages

Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme

Eddy Fougier, avril 2016, 29 pages

Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 39 pages

Régionales (1) : vote FN et attentats

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 45 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 38 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Escurat, février 2016, 32 pages

Valeurs d'islam

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiïtes et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 29 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 29 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 32 pages

L'opinion européenne en 2015

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 40 pages

Innovation politique 2015

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant

Albert Bressand, octobre 2015, 35 pages

Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois

Albert Bressand, octobre 2015, 34 pages

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 30 pages

Vive l'automobilisme ! (2). Pourquoi il faut défendre la route

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 32 pages

Vive l'automobilisme ! (1). Les conditions d'une mobilité conviviale

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 27 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 25 pages

Départementales de mars 2015 (3) : le second tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 41 pages

Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 43 pages

Départementales de mars 2015 (1) : le contexte

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 30 pages

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »

Julien Gonzalez, juillet 2015, 33 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 22 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain

François Bazin, juin 2015, 35 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 40 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 44 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 42 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 21 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 23 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 24 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 27 pages

Islam et démocratie : les fondements

Aḥmad Al-Raysuni, mars 2015, 27 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste

Asma Lamrabet, mars 2015, 36 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 34 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 34 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 29 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 46 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 46 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 32 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 32 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 28 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 31 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 44 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 42 pages

Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 44 pages

Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 30 pages

Innovation politique 2014

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 47 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 34 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 38 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014

Suzanne Baverez et Jean Sènié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'opinion européenne en 2014

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant (2) : diversifier la haute administration

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 35 pages

L'État innovant (1) : renforcer les think tanks

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 43 pages

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 35 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 7 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerouguen, décembre 2013, 27 pages

Pour la croissance, la débureaucratization par la confiance

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 37 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 22 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 31 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 5 pages

L'opinion européenne en 2013

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 29 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 33 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 35 pages

Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 32 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 26 pages

Innovation politique 2013

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies

Robin Rivaton, décembre 2012, 30 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 28 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?

Aldo Cardoso, novembre 2012, 5 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 30 pages

Youth and Sustainable Development

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité

Francis Charhon, mai / juin 2012, 34 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure

Julien Damon, mai 2012, 30 pages

Libérer le financement de l'économie

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social

Julie Merle, avril 2012, 32 pages

L'opinion européenne en 2012

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

Valeurs partagées

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

Innovation politique 2012

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages

L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité

Charles Feuillerade, janvier 2012, 27 pages

Politique énergétique française (2) : les stratégies

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 31 pages

Politique énergétique française (1) : les enjeux

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 36 pages

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 27 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 32 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 34 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 29 pages

12 idées pour 2012

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 30 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 32 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 40 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 33 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 15 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 42 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 31 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 35 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 22 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 34 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 28 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 26 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 45 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 26 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 30 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 21 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 33 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 28 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 50 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 35 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 33 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 31 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 31 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 36 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 27 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 34 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 56 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 38 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 28 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 36 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 28 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 34 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'opinion européenne en 2011

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 45 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 28 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 34 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 26 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 36 pages

Innovation politique 2011

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 30 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 40 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 28 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 38 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 40 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 24 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 32 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 22 pages

Dettes publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 28 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 30 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 28 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 52 pages

L'opinion européenne en 2010

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 26 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 30 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 28 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 16 pages

Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 8 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 7 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 50 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 26 pages

La politique européenne de développement : une réponse à la crise de la mondialisation ?

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 30 pages

**La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :
défense du statut, illustration du statu quo**

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson David Bonneau, mai 2009, 40 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 65 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'opinion européenne en 2009

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 125 pages

**Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands
sur trois priorités de la présidence française de l'UE**

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

SOUTENEZ LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE !

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation pour l'innovation politique les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Avantage fiscal : **votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238 bis du CGI).**

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Avantages fiscaux : **au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans) ; au titre de l'IFI, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % de vos dons versés, dans la limite de 50 000 €.**

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre IFI. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre IFI.

contact : Anne Flambert + 33 (0)1 47 53 67 09 anne.flambert@fondapol.org

VICTOIRE POPULISTE AUX PAYS-BAS : SPÉCIFICITÉ NATIONALE OU PARADIGME EUROPÉEN ?

Par Christophe de VOOGD

La tonalité générale des commentaires qui ont suivi les dernières élections néerlandaises du 22 novembre 2023 a été celle de la surprise devant la large victoire du parti d'extrême droite, le PVV (Partij voor de Vrijheid « Parti pour la liberté ») de Geert Wilders. Avec 23,5 % des voix et 37 sièges sur 150, il a connu un succès sans précédent dans son histoire.

Ce résultat s'explique en partie par le retrait de la vie politique des trois grands leaders de la coalition sortante, à commencer par celui de Mark Rutte, au pouvoir depuis treize ans, ainsi qu'aux aléas d'une campagne à rebondissements et au contexte tant national qu'international, marqué par la crise moyen-orientale.

Mais il traduit aussi des tendances perceptibles depuis l'entreprise populiste de Pim Fortuyn. Il confirme la droitisation de l'électorat et la désaffiliation à l'égard des partis traditionnels. Il renvoie à des évolutions sociopolitiques majeures : la crainte d'une immigration de masse dans un pays surpeuplé ; les mécomptes d'une transition écologique accélérée perçue comme punitive ; la crise de la gouvernance et de la représentation ainsi que le clivage entre les *Somewhere* et les *Anywhere*, mis en évidence par David Goodhart.

Même si la formation d'une nouvelle coalition s'avère très difficile, le centre de gravité de la politique néerlandaise s'est déplacé : ce qui, vu le poids économique et diplomatique de ce faux petit pays de 18 millions d'habitants, membre fondateur et cinquième puissance économique de l'Union, aura des conséquences importantes à Bruxelles.

Plus encore, le cas néerlandais pourrait bien illustrer les deux grands dilemmes présents partout en Europe : celui des progressistes pris entre, d'un côté immigration de masse et transition écologique et de l'autre, maintien de l'État-providence et du pouvoir d'achat des catégories modestes. Mais aussi dilemme des populistes dont l'agenda souverainiste est mis au défi par l'attachement des Européens aux grands acquis de l'Union et par les conséquences de la politique agressive de Moscou.

Les médias

**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ



Le site internet

fondapol.org



Les données en open data

data.fondapol.org



978 2 36408 322 6

ISBN : 978-2-36408-322-6

5 €